

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2261 - MERCREDI 18 MARS 2015

MUNICIPALISATION DE LA SANGHA

L'exécution des chantiers
confrontée au difficile
problème d'expropriations

À un peu plus d'un mois du lancement officiel des travaux de la municipalisation accélérée du département de la Sangha par le chef de l'État, l'exécution de plusieurs chantiers se heurte au difficile problème des expropriations jugées très onéreuses, soit environ 7 milliards FCFA à payer.

En visite des chantiers à Ouesso qui abritera les festivités du 55e anniversaire de l'indépendance du Congo, le ministre de l'Aménagement du territoire et à la délégation générale aux Grands travaux, Jean Jacques Bouya, a invité la population au ressaisissement pour faciliter l'exécution des chantiers vu le délai impart.

« Il est souhaitable que nous ayons la compréhension de la population pour ne pas pénaliser la tenue de la fête nationale. Elle doit comprendre que notre conjoncture a subi un coup avec la chute du baril du pétrole », a-t-il indiqué.

Page 3



CIMETIÈRE DE MATARI

La Mairie toujours en attente du financement

Au regard du manque d'espace public d'inhumation dans la capitale, le secrétaire général de la Mairie de Brazzaville a plaidé pour l'ouverture du cimetière de Matari situé au nord-ouest de la ville.

Abraham Ibela qui s'exprimait devant la presse a évo-

qué le manque de financement pour la construction d'une voie d'accès et l'expropriation des propriétaires terriens.

« Jusqu'alors, nous attendons la réponse et espérons que le gouvernement s'y attèle afin de résoudre cette

situation qui demeure pressante. Le cimetière de Matari est une solution à long terme puisque les études techniques démontrent qu'il pourrait être utilisé pendant cinquante ans », a-t-il précisé.

Page 3

CRISE CENTRAFRICAINE

Le retour de la paix, une préoccupation de tous

Ayant pris part, le 16 mars à Brazzaville, à la 7e réunion du Groupe international de contact sur la Centra-

frique (Gic-Rca), le ministre centrafricain des Affaires étrangères, Toussaint Kongo-Doudou a, dans une interview aux *Dépêches de Brazzaville*, déclare que l'atteinte d'une paix véritable constitue une préoccupation de tous les Centrafricains.

« Le GIC est une arme essentielle qui nous appuie à

y parvenir. Les partenaires et tous ceux qui sont préoccupés par la situation en Centrafrique vont tenter d'évaluer le processus de la Transition et mobiliser davantage la communauté internationale à soutenir le peuple centrafricain », a-t-il précisé.

Page 10

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Des investisseurs portugais s'intéressent au Congo

Le secrétaire d'État portugais aux Affaires étrangères et à la coopération a exprimé hier le vif intérêt, pour des hommes d'affaires de son pays, à mener des activités au Congo.

Selon Luis Ferreira, reçu par le ministre des Affaires étrangères, Basile Ikouébé, ces hommes d'affaires portugais sont, entre autres, intéressés par les liens entre le Congo et le Portugal.

Les deux hommes d'État se sont, par ailleurs, accordés sur la nécessité d'organiser la commission mixte en vue de traiter des questions économiques, diplomatiques et politiques intéressant Brazzaville et Lisbonne.



Page 9

ÉDITORIAL

Grande
première !

Page 2

ÉDITORIAL

Grande première !

Demain soir sera inauguré à Paris le 35^e Salon du livre lors d'une cérémonie placée sous le Haut patronage du Président de la République Française et de son Premier ministre qui fera du Parc des expositions de la Porte de Versailles le lieu vers lequel affluera une fois de plus tout ce que le monde francophone compte d'intellectuels, d'écrivains, de poètes, d'essayistes, d'éditeurs. Et, comme chacun sait, le Stand Livres et auteurs du Bassin du Congo, avec son superbe décor vert où un éléphant progresse à pas comptés dans les hautes herbes, portera haut, très haut, les couleurs de l'Afrique.

Ce que vous ne saviez pas encore, vous qui lisez Les Dépêches de Brazzaville, mais que nous avons l'immense plaisir de vous annoncer aujourd'hui est que, pour la première fois dans l'Histoire de notre continent, un quotidien africain sera présent tous les jours, dans sa version écrite, au cœur même de cette prestigieuse manifestation. Enrichi de nombreuses informations, débats et interviews recueillis sur place, ce journal, votre journal, sera imprimé et diffusé à Paris comme il l'est tous les matins à Brazzaville, à Pointe-Noire, à Kinshasa et autres grandes cités de cette partie du continent. Il illustrera ainsi la vitalité d'une Afrique centrale en pleine émergence où la culture est reine.

Si nous avons choisi de réaliser cette grande première lors du Salon du livre de Paris c'est, d'abord, parce que cette manifestation s'impose depuis longtemps comme l'une des plus prestigieuses à l'échelle mondiale ; c'est, ensuite, parce que nous croyons le moment venu de sortir la presse africaine du ghetto dans lequel elle se trouve confinée depuis bien trop longtemps ; c'est, enfin, parce que les nouvelles technologies permettent désormais aux journaux d'être imprimés et diffusés simultanément aux quatre coins de la planète.

Le temps viendra plus vite qu'on ne le croit où les grands quotidiens de l'hémisphère nord découvriront qu'ils peuvent, eux aussi, être lus chaque jour dans leur version écrite sur toute l'étendue du Bassin du Congo – nous nous sommes équipés pour répondre à cette exigence – ; mais en attendant nous allons démontrer que la presse congolaise peut elle-même être présente là où vit sa puissante diaspora. Et nous contribuerons ainsi à modifier de façon très positive la perception que le monde extérieur a de cette partie de l'Afrique.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Les militants du MCDDI s'imprègnent des fondamentaux de la démocratie

Dans le cadre de la formation de ses militants, le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI), a initié par le biais de son secrétaire général Guy Brice Parfait Kolelas, un séminaire de formation des « messagers de la démocratie ».



La photo de famille des participants

Ce séminaire qui se tient du 17 au 20 mars à Brazzaville, a pour objectif d'outiller les participants à cette rencontre de certains concepts et expressions ayant trait à la démocratie afin qu'à leur tour, ils puissent les véhiculer à la base. À cet effet, plusieurs thématiques y sont développées telles : ce qu'est la démocratie ; la genèse de la démocratie ; les régimes politiques ; les droits et devoirs des citoyens, des dirigeants poli-

tiques, des administrations ; la prévention et la gestion des conflits ; la typologie des partis et leurs fonctions etc. Ouvrant les travaux, le secrétaire national chargé de l'organisation et de la mobilisation de ce parti, Philibert Malonga a rappelé aux participants que le séminaire est là pour apporter les outils dont ils ont besoin pour mieux appréhender cette problématique. Deux experts en la matière animent ce séminaire. Il

s'agit de Malena Liedholm Ndounou de la fondation internationale du parti du centre suédois ainsi que du docteur Abdoul Karim Sai-

dou de l'Institut général garango pour la gouvernance et le développement basé à Ouagadougou au Burkina Faso.

Signalons aussi que plusieurs partis politiques dont ceux de la RDC membre du Réseau libéral Africain regroupant quarante-quatre partis politiques répartis dans trente pays africains et fondés en 2003 par le président Abdoulaye Wade prennent part à ce séminaire.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

SANGHA

Les travaux de la municipalisation en proie aux difficultés

Le constat ressort de la visite de terrain qu'a effectuée le ministre à l'Aménagement du territoire et à la délégation générale aux Grands travaux, Jean Jacques Bouya, le 16 mars à Ouesso, chef-lieu du département de la Sangha. Au nombre des freins relevés : les expropriations qui constituent un obstacle au bon déroulement des activités par les opérateurs ainsi que les pluies très abondantes en cette période.

« Tout étant une appropriation nationale, il faudra que la population s'intègre et s'approprie la municipalisation accélérée avec un certain nombre de contraintes. Les entreprises vivent un phénomène difficile relatif aux expropriations qui coûtent excessivement chères. Si je ne prends que les voiries urbaines, l'aéroport et d'autres grands ouvrages, nous sommes à environ 7 milliards FCFA à payer aux populations », a indiqué le ministre délégué aux Grands travaux.

Et le ministre Jean-Jacques Bouya d'ajouter : « il est souhaitable que nous ayons la compréhension de la population

pour ne pas pénaliser la tenue de la fête nationale. Elle doit comprendre que notre conjoncture a subi un coup avec la chute du baril du pétrole. »

En dépit de ces difficultés, quelques travaux sont déjà en train d'être exécutés. On peut citer l'hôpital général en cours de réalisation depuis février 2014, par la société brésilienne Asperbras. Cette structure dont le niveau d'exécution est estimé à 60%, permettra à la population de la localité de se procurer des soins médicaux sur place. Car, actuellement pour se faire soigner, en dehors de l'hôpital de base de la ville, certaines populations ont recours à Sembé où l'Église catholique dispose d'un centre hospitalier ou à la clinique médicale de CIB-Olam à Pokola. D'autres par contre viennent à Brazzaville.

Soulignons que la plupart des matériaux utilisés à la construction de ce centre hospitalier proviennent de la zone économique spéciale de Maluku (Pool). « C'est un tissu industriel en train d'être mis en place. Une fois terminé, il permettra aux Congolais de s'ap-



roprier toutes les technologies et les possibilités de construire avec du matériel propre à nous », a signifié Jean Jacques Bouya commentant sur Maluku. Par ailleurs, un château d'eau d'une capacité de production de 240m³ en construction, et un autre de 120 m³ en réhabilitation sont confiés à la société CGC Congo. Connectés à la nouvelle usine de distribution d'eau, ces deux ouvrages ren-

dront disponible l'eau dans cette ville du pays. Un stade de 1600 places annexé des salles de Basket et d'Hand Ball est également en chantier depuis novembre 2014, par la société chinoise Zchengwei Technique. « Nous comptons terminer avec tous les travaux en décembre. Concernant le stade où il ne reste notamment à poser la pelouse synthétique, les sièges et la toiture, nous avons em-

bauché d'autres jeunes qui travailleront de nuit », a rassuré le chef de chantier. À ces infrastructures s'ajoute le palais présidentiel, dont les travaux avancent normalement. Cette visite du ministre Jean-Jacques Bouya est prélude au lancement officiel, par le chef de l'État, de la municipalisation accélérée dans ce département, prévu en mai prochain.

Lopelle Mboussa Gassia

TOURISME ET DÉVELOPPEMENT

Des femmes apprécient les atouts du village agricole de Nkouo

Sur initiative de la direction départementale du tourisme et de l'hôtellerie de Brazzaville, 150 personnes environ ont visité, le week-end dernier, le nouveau village agricole de Nkouo situé à 85 km au nord de Brazzaville.

L'objectif est double : faire découvrir les atouts de ce village aux femmes de Brazzaville et d'ailleurs et donner de la visibilité aux activités que mènent les femmes dans cette cité agricole. Cette excursion intervient une semaine seulement après la célébration de la Journée internationale de la femme dont le thème a porté sur l'autonomisation.

Au programme : la visite guidée du village agricole, des fermes privées et des échanges sur l'autonomisation de la femme, la restauration et la nécessité de consommer les produits congolais. « La rencontre nous a permis d'échanger entre nous les femmes et les différents experts sur les questions de la femme, de la recherche agricole et du tourisme. Ce qui nous a permis de comprendre notre situation en milieu rural et l'importance de notre autonomisation », a reconnu la directrice départementale du tourisme de Brazzaville, Martine Ngassaki.

Pouvons-nous produire et consommer congolais ?

Répondant positivement à cette interrogation, la coordonnatrice du nouveau village de Nkouo, Bernadette Eba-

ka Alohasi, a précisé que le Congo possède d'abondantes ressources agricoles avec dix millions d'hectares de terres cultivables dont près de 90% sont encore intactes. Mais, en dépit de l'écologie favorable à la production d'une grande diversité de cultures vivrières et maraîchères, le pays demeure encore en situation d'insécurité alimentaire. Car, le volume des importations des denrées alimentaires a connu une baisse qui se situe actuellement entre 60 à 90 milliards de francs CFA contre cent trente milliards de francs CFA, il y a 5 ans. « Le Congo importait de 1998 à 2002 de Kinshasa une quantité de vingt et sept mille six cent soixante dix huit tonnes de légumes pour une valeur de deux milliards de francs CFA par an », a signifié la coordonnatrice.

Selon Bernadette Ebaka Alohasi, l'agriculture traditionnelle pratiquée sur de petites superficies enregistre de très faibles rendements. Les pratiques culturelles peu améliorées, la faible mécanisation et le manque d'intrants concourent à une très faible productivité. « C'est dans cette optique que

deux nouveaux villages ont déjà vu le jour : celui Nkouo et d'Imvouba. Quant à celui d'Odiba les travaux ont connu un arrêt suite aux événements du 4 mars 2012 », a conclu la coordonnatrice.

Que dire de l'autonomisation des femmes ?

La représentante du ministère de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Marie Rose Nianka a déclaré qu'elle est un processus par lequel une femme acquiert par elle-même des capacités pour prendre des décisions importantes aux niveaux économique, social, politique, familial et médical. Elle comprend cinq composantes : le sentiment de l'estime de soi pour les femmes, le droit de faire des choix, d'accéder aux opportunités et aux ressources, de pouvoir contrôler leurs vies au sein et à l'extérieur du ménage et la capacité d'influencer des changements sociaux visant à créer un nouvel ordre social et économique.

Fort des échanges qu'elles ont jugés riches, les femmes qui ont fait partie de cette excursion ont dit leur engagement à développer un plaidoyer en faveur du respect des droits des femmes.

Nancy France Loutoumba

BRAZZAVILLE

Le problème d'inhumation des morts reste préoccupant

Le secrétaire général de la mairie de Brazzaville a brisé le silence sur ce sujet en le remettant sur la table. Abraham Ibéla a plaidé, le 17 mars à Brazzaville, pour l'ouverture effective du cimetière de Matari, situé au nord-ouest de la capitale congolaise.

L'autorité municipale a évoqué un problème d'ordre financier. « En principe pour plus de mobilité, il faut deux voies d'accès. Une route en passant par le quartier Moukondo et l'autre en passant par le quartier Massengo. Ces deux routes sont encore inexistantes parce qu'elles ne sont pas encore créées », a indiqué Abraham Ibéla.

Il a même précisé que trois correspondances avaient été adressées au ministre des Finances par le maire de Brazzaville en 2004, 2010 et 2014. « Jusqu'alors nous attendons la réponse. Le cimetière de Matari est une solution à long terme puisque les études techniques de la mairie témoignent qu'on peut inhumer jusqu'à cinquante années sur ce terrain. Une partie de ce cimetière présente bien les conditions d'inhumation comparable à celles du cimetière du centre-ville », a insisté Abraham Ibéla.

Actuellement, les cimetières du centre-ville et celui d'Itatolo n'ont plus d'espaces réservés pour les inhumations. Face aux demandes croissantes des citoyens, le gouvernement a dû racheter des parcelles environnantes au centre-ville afin d'agrandir le cimetière qui s'y trouve.

« Il ne reste qu'un caveau pour le cimetière du centre-ville. Des parcelles ont été achetées pour avoir une centaine de caveaux possible. Il est donc fermé parce qu'actuellement rempli », a indiqué Abraham Ibéla. Cette situation de pléthore du cimetière du centre-ville est similaire à celle d'Itatolo, fermé il y a des années.

Sur le périmètre urbain de Brazzaville, on compte, officiellement, six cimetières : Moukoundzi-Ngouaka, Tsiémé, Itatolo, Centre-ville, Mayitoukou, Makana et deux autres cimetières privés que sont Ma Campagne et Ma-fouta.

Fortuné Ibara

CUVETTE

Construction d'une usine de production d'enduit des routes «3S» à Edou

Le ministre de l'Équipement et des travaux publics, Emile Ouosso, vient de lancer à quelques encablures du village d'Edou, dans le district d'Oyo, les travaux de construction de l'usine de production du produit «3S», un enduit des routes, destiné à la stabilisation des routes aménagées et des voiries urbaines des départements des Plateaux, Cuvette et Cuvette-Ouest.

La réalisation de cette usine par l'entreprise SIPAM, la deuxième du genre dans le pays, après celle de Mapati dans le département de la Lékoumou, s'inscrit dans le cadre de la réalisation de l'ambitieux programme du ministère de tutelle portant sur la mise en œuvre à grande échelle du produit «3S», a-t-on indiqué. S'exprimant à cette occasion, le directeur général de l'entreprise SIPAM, Fernand Massala, a indiqué que ce projet de construction de l'usine s'étend sur une superficie de 30 hectares. Il comporte neuf modules parmi lesquels, un bloc administratif, un garage, une base-vie comprenant un réfectoire, un dortoir, deux salles de loisirs et quatre villas. La capacité de production de l'usine est de 20 tonnes par heure. Pour sa part, le directeur général du Bureau de contrôle des bâtiments et des travaux Publics (BCBTP), Louis Ahouet, a loué les avantages liés à la production et l'usage dudit produit, notamment les faibles coûts de fabrication et d'acquisition du matériel, l'utilisation d'une main-d'œuvre qui n'exige pas une forte qualification. Selon lui, l'utilisation de ce produit se fait à froid, ce qui permet son usage en toutes saisons et la durée de vie des routes traitées est estimée à 10 ans.

Appréciant le lancement des travaux, le préfet du département de la Cuvette, M. Pierre Cébert Ibocko Onangha, s'est dit satisfait, avant de souligner que «c'est un projet industriel majeur et structurant pour le pays et le département de la Cuvette, dont la réalisation contribuera qualitativement, à l'amélioration des conditions de vie des populations et à lutter contre le sous-emploi des jeunes». Cette cérémonie s'est déroulée en présence des corps constitués de la localité.

NIARI

Environ 60 milliards FCFA pour le deuxième volet du PDSS du Congo

Une mission conjointe Banque mondiale-ministère de la Santé, a procédé récemment à Dolisie, au lancement du deuxième volet du Programme de développement des services de santé du Congo (PDSS 2). Il vise à accroître la performance des prestations offertes par les centres de santé et faciliter l'accès des populations vulnérables aux soins de santé primaires gratuits.

Financé à hauteur de 120 millions de dollars, soit 60 milliards FCFA, pour une durée de cinq ans, le PDSS 2, a indiqué l'expert de suivi et évaluation du PDSS du Congo, Germain Bingoly, se réalise dans un contexte marqué par l'ouverture par le gouvernement d'un vaste chantier d'investissement public. Il s'agit notamment de la construction des hôpitaux généraux dans tous les départements et la formation des milliers d'étudiants à l'étranger pour renforcer le système sanitaire. Le programme envisage également d'augmenter le taux d'utilisation des services de santé maternelle et infantile, les femmes et enfants de moins de 4 ans étant prioritairement les bénéficiaires, a-t-il ajouté. Le PDSS2 a deux composantes, dont le premier vise l'augmentation, l'utilisation des services de santé et l'amélioration du rende-

ment grâce au financement basé sur la performance (PBF). Le second concerne le renforcement du financement du secteur de santé ; l'amélioration de la distribution des médicaments ; la gestion des données statistiques pour faciliter les enquêtes démographiques et études d'impact. Au nombre des avancées significatives attendues du PDSS2 figurent l'augmentation des nouvelles consultations curatives par habitant par an, la maîtrise du pourcentage des femmes ayant fait au moins trois visites prénatales avant l'accouchement, la détermination de la qualité des soins offerts aux populations cibles, ainsi que le pourcentage d'utilisation des méthodes de contraception et de dépistage du VIH, a conclu l'expert du projet. Les participants ont aussi été édifiés sur la randomisation des formations sanitaires dans l'exposé développé par le délégué de la Banque mondiale, Cédric Ndizey. Ils ont procédé, à travers une méthode participative, au tirage au sort des centres santé assignés dans les quatre interventions prévues dans ce projet. Au total 42 formations sanitaires ont été assignées dont 20 à Dolisie et les 20 autres à Mossendjo et dans les sous-préfectures. Ils ont reçu mission de travailler avec le financement basé sur les performances ; d'identifier les ménages vulnér-

rables pour leur faire bénéficier des soins primaires ou secondaires gratuits ; faire des descentes dans les ménages, les visites à domicile, cibler les indigents et éduquer les populations.

Selon le délégué de la Banque mondiale, les formations sanitaires assignées dans le PDSS 2 auront des contrats principaux, et pour se faire relayer par ceux qui n'ont pas été retenus et sont loin des zones d'intervention, ils seront liés par des contrats secondaires.

Le directeur du cabinet du préfet du Niari, M. Dieudonné Ngoma Bitanga a, de son côté, invité les cadres du ministère de la santé à s'approprier de ce projet pour apporter leur contribution à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il a également convié les populations du département du Niari à adhérer à ce programme qui va contribuer à améliorer les indicateurs de santé et exprimé à la Banque Mondiale sa gratitude pour la sollicitude renouvelée à l'endroit du Congo.

Le PDSS 2 succède au PDSS 1 qui s'est achevé en juin 2014 après cinq ans d'activisme entre 2009-2014. Le PDSS 1 avait à son actif l'expérimentation du financement basé sur la performance, l'accès aux soins de qualité à moindre coût par les populations.

Source: Agence congolaise d'information (ACI)



SNE
Société Nationale d'Électricité
DIRECTION GÉNÉRALE
BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE
BRAZZAVILLE

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité • Travail • Progrès

COMMUNIQUE

La Société Nationale d'Électricité informe son aimable clientèle des villes de Brazzaville et de Pointe-Noire, qu'il sera observé à compter du **14 mars 2015**, des perturbations dans la fourniture d'électricité suite au retrait de l'exploitation de la turbine GT2 de la Centrale Electrique du Congo de Pointe - Noire, en raison des travaux de maintenance de la dite turbine qui auront lieu du **14 mars au 02 avril 2015**. La Société Nationale d'Électricité demande à son aimable clientèle de procéder, pendant cette période, à la consommation modérée de l'électricité et la prie de bien vouloir l'excuser du désagrément que ces travaux indispensables pourront causer. Elle la rassure des dispositions particulières qui sont prises, afin de minimiser l'incidence des dits travaux sur la fourniture de l'électricité.

Fait à Brazzaville, le 10 mars 2015.

Le Directeur Général,
Président du Directoire

Louis KANOHA-ELENGA

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Dans quel pays au monde a-t-on vu un chef d'État prendre un pick-up et partir à la guerre ? »

Idriss Déby Itno, président du Tchad, Jeune Afrique N°2450-2451 du 23 décembre 2007 au 5 janvier 2008

« Ce sont les hommes de chaque époque qui reconstruisent le sens et font évoluer la lecture en fonction des crises et des drames de leurs temps. »

Rachid Benzine, islamologue et chercheur marocain à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, Faculté catholique belge de Louvain la Neuve, Humanité, 12 février 2015

« C'est un échec collectif quand un parti d'extrême droite est le premier parti de France »

François Hollande, président de France, Le Point du 4 mars 2015

« Le logement et l'urbanisation constituent les plus graves problèmes auxquels est confrontée l'Afrique »

Eytan Stibbe, PDG de Vital Capital, African Business | Hors Série Villes africaines, février 2015

« Il ne faut pas faire de la politique avec l'université. Il faut la prendre comme le bien commun d'un pays. »

Valérie Pécresse, ex-ministre des Universités et de la Recherche (France), Docteur Honoris Causa (Université Cheik Anta Diop de Dakar-Ucad), Le Quotidien (Sénégal), 07 mars 2015

PARCELLE À VENDRE

Demi-parcelle à vendre à Ouenzé avec une maison R+1 inachevée.

Tél : 06 8089 38 56

Tél : 06 936 56 16

NIARI

Une enquête exigée dans la gestion de la gare routière de Dolisie

La Convention syndicale interdépartementale Niari-Bouenza-Lékoumou et Kouilou, a revendiqué récemment à la mairie de Dolisie, l'équité dans la gestion de la gare routière de cette ville.

Cette revendication a été faite au cours d'une réunion des chefs des syndicats de ces quatre départements, à savoir la Confédération syndicale des travailleurs du Congo (CSTC) et la Confédération syndicale congolaise (CSC) avec le maire central de Dolisie, Yves Fernand Diokouandi, ainsi que l'Association des transporteurs du Niari (ATN). Selon le président de l'ATN, Célestin Kioungou, les transporteurs qui transitent par la gare routière doivent avoir les mêmes droits et obligations. D'après les

conclusions des deux parties (le maire et les syndicalistes), tout transporteur doit payer les frais de parking de 2000 FCFA à la mairie dont la direction est installée à cette gare.

De ce fait, la mairie doit résilier le contrat qui la liait avec la société AIR qui était chargée de recouvrer ces droits moyennant la somme de 1000 FCFA, mais certains transporteurs n'étaient pas soumis à cette mesure. Les représentants de la Convention ont également, au cours de cette rencontre, présenté leurs doléances auprès du maire, à savoir l'implantation des toilettes, de l'eau, du logement des voyageurs qui passent la nuit à la gare, d'un dispensaire servant des soins primaires et la bonne régulation dans le programme de départ de

chaque transporteur, le premier arrivé devant avoir le privilège d'être servi.

Ils ont aussi souhaité que l'embarquement des clients se fasse à la gare routière et que les sites des agences de voyage ne servent que pour le paiement des billets comme à l'aéroport. La non-application de cette décision donnera lieu à des sanctions, c'est-à-dire au paiement d'une amende de 25.000 FCFA, ce qui éviterait un manque à gagner à la mairie, car certains transporteurs de ces agences vont directement à leurs destinations, sans passer par la gare routière. L'ATN a été créée le 28 septembre 2002 à Dolisie, rappelle-t-on.

Source: Agence congolaise d'information (ACI)

ÉCOLE MILITAIRE PRÉPARATOIRE

Une nouvelle plate-forme sportive pour les enfants de troupe

La cérémonie de réception provisoire de cette nouvelle infrastructure de volley-ball, le 15 mars dernier, a été patronnée par le commandant en second de l'École militaire préparatoire général Leclerc (EMPGL), le colonel Jacques Ekiabeka.

Située dans l'enceinte de l'établissement, cette infrastructure moderne vise à contribuer à l'amélioration de la pratique du volley-ball par les enfants de troupe. « Au nom du président du bureau exécutif national des AET (Anciens enfants de troupes), Ambroise Mopendza, je vous remets donc

symboliquement ce ballon de volley-ball comme gage de la contribution des AET à l'amélioration des conditions de travail à l'EMPGL, et j'espère que vous en ferez bon usage et nous aurons des résultats parmi les enfants de troupe », s'est adressé le secrétaire général de l'association des AET, René Nganongo au commandant en second de l'EMPGL.

Appréciant le geste des AET, le colonel Jacques Ekiabeka, a dit sa satisfaction tout en soulignant les retombées positives de cette infrastructure. « Le matériel mis à notre disposi-

tion nous permettra de relancer effectivement le volley-ball à l'EMPGL », a-t-il déclaré.

Par ailleurs, l'on se souviendra que dans le cadre des activités de l'association des AET, il avait été organisé, le 21 décembre 2013, la première édition de gala des AET. À l'occasion 21 millions de FCFA avaient été collectés pour la modernisation et la réhabilitation des infrastructures sportives de l'école militaire. Cette cérémonie a été sanctionnée par un match d'exhibition avec, à la fin, la victoire des « Anciens » sur les « Bleus ».

Guillaume Ondzé

UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

Le centre de gestion agréé est désormais fonctionnel

Le vice-recteur de l'université Marien-Ngouabi (UMNG), Louzolo Kimbémbé, a inauguré, le 13 mars à Brazzaville, le centre de gestion agréé de l'Institut supérieur de gestion (ISG) pour la formation des étudiants en gestion comptable.

L'objectif du projet consiste à professionnaliser la formation des étudiants. Initié par l'association

Pointe-Noire industrielle (Apni), le projet vise aussi à appuyer et accompagner les Très petites entreprises (Tpe), les Petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les Petites et moyennes industries (PMI) congolaises. Les filières affiliées à ces formations sont entre autres l'assistance comptable et fiscale, l'assistance administrative ainsi que l'assis-

tance au montage de dossiers de demande de crédit aux banques de la place aux moyens des accords avec les banques et établissements de micro-finances pour garantir des prêts. Le centre de gestion agréé est un service de l'Institut supérieur de gestion (ISG) de l'université Marien Ngouabi.

Fortuné Ibara



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Négociation commerciale : les 6 étapes gagnantes	3 jours	7 au 9 avril 2015
Gestion des Partenariats Public-Privé (PPP) : outils et pratiques	5 jours	13 au 17 avril 2015
Pratiquer l'audit qualité des fournisseurs	4 jours	20 au 24 avril 2015
La réglementation nationale et internationale des transports	4 jours	28 au 30 avril 2015

***Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.**

SÉCURITÉ SOCIALE

2000 retraités ont perçu leur pension à Bacongo

Le paiement de ces retraités marque le début des activités de la nouvelle agence de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) de Bacongo. Celle-ci devra desservir les pensionnés de la zone sud de Brazzaville.

La cérémonie du 16 mars a été patronnée par le directeur général de la CNSS, Évariste Ondongo, en présence de l'administrateur maire du 2^e arrondissement, Raymond Kouba. Pour ce qui est travaux de construction de cette agence, le coût global s'élève à 400 millions Frs CFA. La construction de cette agence s'inscrit dans le cadre de la politique de proximité pour éviter à ces personnes âgées de longs déplacements vers le centre-ville et d'autres quartiers. L'agence construite remplace le centre de Mpissa où l'État a construit l'hôpital de base de Bacongo en 2007. L'ouverture de cette agence a été marquée par le démarrage du paiement des pensions du premier trimestre de l'année 2015. Angèle Yandaya n'a pas caché sa satisfaction après avoir perçu sa pension. « Cette agence est la bienvenue à Bacongo car je n'ai plus à me tracasser à percevoir ma pension. Chaque fois que je me déplaçais vers les agences j'étais confrontée au problème de transport. Aujourd'hui, à pied je serai en possession de mon revenu ». L'administrateur maire de Ba-



La nouvelle agence CNSS de Bacongo

congo, Raymond Kouba, a conseillé à la population de ces trois quartiers. « Vous avez déjà une agence dans le quartier. Cela ne sert à rien de se

réveiller très tôt pour courir. Les caisses sont ouvertes pour vous et le personnel est à votre service », a-t-il dit.

cile et d'autres pensionnés à la banque. « Ceux qui sont ici sont les retraités dont la pension est inférieure à 100.000

francs CFA. Cette politique de proximité s'étendra également à Talangai dans le sixième arrondissement », a-t-il conclu.

Lydie Gisèle Oko

«À l'attention des demandeurs de visa américain»

Chers Demandeurs, La Section consulaire de l'Ambassade des Etats-Unis porte à la connaissance des demandeurs de visa non immigrant que compte tenu de la fluctuation de la parité Dollars-Euro, les frais consulaires seront revus à la hausse à partir du 18 mars 2015. Cependant, les frais restent inchangés en dollars.

- Frais de chancellerie (traitement de dossier): \$160 soit 100.000 francs CFA
- Frais de réciprocité (selon la nationalité): \$20 soit 13.000 francs CFA pour les Congolais de Brazzaville.

Le Service consulaire»



APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT : DISTRIBUTEUR DE LUBRIFIANTS CASTROL EN RÉPUBLIQUE DU CONGO POUR PUMA INTERNATIONAL CONGO SA.

Les expressions d'intérêts sont à soumettre au siège de Puma International Congo SA à Pointe Noire sous enveloppe scellée pour le 3 Avril 2015 à 12h00.

REQUIS:

- Respecter les standards Puma Energy et Castrol en terme HSE
- Soumettre un business plan détaillé de 5 ans
- Soumettre tous les documents requis
- Avoir un fond de roulement disponible de minimum 250,000 USD
- Avoir des capacités logistiques sur le territoire de la République du Congo

Pour plus d'information et afin de recevoir la liste exacte des documents requis, merci d'écrire à l'adresse suivante :

Lubricants@pumaenergy.com



CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO., LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la Chine.

Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées.

La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité ; de sable de concassage (sable rouge), de ciment et de gravier.



Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

- Brique de 120 400 CFA
- Brique de 120 200 CFA
- Brique de 200 600 CFA
- Sable Rouge 20m³ 140.000 CFA
- Sable 20m³ 100.000 CFA
- Gravier 20m³ 60.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport

SEB : Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)

Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais.

Adresse : Brazzaville, Congo tel : 00243 7119 1111 et 00243 919 8888

Casaco: (+347) 06 690 7119
06 985 5060

06 655 1111
06 919 8888

CÔTE D'IVOIRE

Simone Gbagbo se pourvoit en cassation

Les avocats de l'ex-première dame ivoirienne, Simone Gbagbo, ont annoncé le lundi 16 mars, qu'ils se pourvoient en cassation contre le verdict condamnant à 20 ans d'exclusion leur cliente. Le procureur général a fait savoir, lui aussi, qu'il entend contester l'arrêt de la cour d'assises d'Abidjan.

« On s'est pourvu en cassation. La procédure est irrégulière et doit être frappée de nullité », a indiqué Habiba Touré, une avocate de madame Gbagbo. L'annonce du pourvoi de Simone Gbagbo ne surprend personne. Le 9 mars dernier dès la publication du verdict, les avocats de Simone Gbagbo, avaient promis contester la décision de la cour, qu'ils qualifiaient « d'inadmissible » et dénier de tout fondement.

« Dans la vie d'une personne, prendre 20 ans d'emprisonnement, ce n'est pas 20 jours. Et puis 20 ans, si ça repose sur des faits, sur des preuves, nous pouvons l'accepter. Ça a été fait à la tête du client. C'est une loterie. On a distribué des peines. Et si nous sommes abattus, ce n'est pas parce que ce sont des condamnations de 20 ans, c'est parce que le droit n'a pas été dit. », avait déclaré maître Mathurin Dirabou, un des avocats de Simone.

Pourtant, le procureur général dans son réquisitoire avait demandé une peine de dix ans de réclusion criminelle contre l'ex-première dame ivoirienne. Le verdict de la cour a été plus sévère, soit le double de ce qu'avait requis le parquet. « Le parquet a introduit un pourvoi en cassation au regard de la loi », a déclaré à l'AFP l'avocat général Simon Yabo Odi, sans préciser les motivations de ce pourvoi.

Trois organisations de la défense des droits de l'homme dont la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) et le Mouvement ivoirien pour les droits humains (MIDH), ont déploré « l'absence d'éléments de preuve probants », la « faiblesse des témoignages à charge et de l'accusation dans son ensemble » durant le procès de Simone Gbagbo. Ces ONG ont dénoncé par ailleurs l'absence d'impartialité de la justice ivoirienne : « la Côte d'Ivoire devra transférer Simone Gbagbo (...) à la CPI », a souhaité Me Patrick Baudouin, président d'honneur de la FIDH.

Fiacre Kombo

REMERCIEMENTS

Profondément touchés par les marques de compassion, de sympathie exprimées lors du décès de leur regrettée, mère, tante et grand-mère, maman Marie Romaine Ekouya-Pouaty décédée le 04 février 2015 à Pointe - Noire. Les enfants Moe-Pouaty et Ekouya, la famille Poaty-Portella et le clan Boulolo vous remerciant pour votre assistance multiforme. Que tous trouvent ici l'expression renouvelée de leur profonde gratitude.



IN MEMORIAM



Pour le premier anniversaire de l'appel à Dieu de notre mère, tante, grand-mère et arrière-grand-mère, Ekondza Hélène, la famille Ossele informe les parents, amis et connaissances qu'une messe d'action de grâces sera dite le jeudi 19 mars 2015 à 6h 15 en la paroisse Sainte-Marie de Ouenzé et demande à tous ceux qui ont connu « Mère-Eko » d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

RDC/ARRESTATION DES MILITANTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le Burkina Faso demande la relaxe de Sidro Ouédraogo

Le 16 mars, le Burkina Faso a demandé la libération de son compatriote arrêté le dimanche dernier à Kinshasa, à l'occasion d'une rencontre destinée officiellement à sensibiliser la jeunesse sur les questions de gouvernance et de démocratie.

En plein débat sur un éventuel troisième mandat du président congolais Joseph Kabila, le citoyen burkinabé, Sidro Ouédraogo, a été arrêté en compagnie des militants sénégalais et congolais, pour tentative de déstabilisation du pays.

L'organisation «Balai citoyen» a également appelé à la libération, «sans condition» de Sidro Ouédraogo et des membres de la société civile sénégalaise arrêtés avec lui. « Notre camarade n'était porteur ni d'un message de guerre, ni de subversion au Congo, il était là pour apporter un message de paix et de partage d'expérience avec le peuple et la jeunesse de la RDC », a soutenu Smokey, porte-pa-

role de «Balai citoyen». « Un chef d'Etat qui a fait deux mandats, quelles que soient son intelligence et sa volonté, doit comprendre qu'il ne fera pas le bonheur de son peuple sans son consentement », a-t-il ajouté.

De même trois journalistes français et un diplomate américain avaient aussi été arrêtés, puis relâchés dimanche soir. Parmi les militants toujours aux arrêts figurent des Congolais, dont Fred Bauma de « Lucha », le Burkinabè Sidro Ouedraogo de « Balai citoyen », ainsi que les Sénégalais Fadel Barro, meneur charismatique du mouvement « Y'en a marre », Aliou Sané et le rappeur Fou malade. Selon les témoignages, une trentaine de personnes ont été mis aux arrêts et conduites au siège de l'Agence nationale du renseignement, au nord de Kinshasa.

A l'origine, les organisateurs

de cette rencontre de jeunes ont tenu une conférence de presse où les Sénégalais ont déclaré qu'ils n'étaient pas à Kinshasa pour faire tomber le gouvernement, mais pour un échange de vues sur les moyens d'améliorer la gouvernance. Et les orateurs ont insisté sur leur attachement à la non-violence. « On a fait nos demandes en bonne et due forme, on a été entendus en bonne et due forme, on nous a accordé le visa. Donc le gouvernement congolais était au courant des raisons de notre départ en RDC », a soutenu lors d'une conférence de presse le 16 mars à Dakar Simon Kouka, rappeur de «Y'en a marre».

Notons que «Balai citoyen», est l'une des organisations qui a ferrailé contre le projet du président burkinabé Blaise Compaoré de modifier la Constitution pour briguer un nouveau mandat après 27 ans de règne.

AFP

PRIX DU PÉTROLE

L'Algérie, l'Angola et le Nigéria se concertent

Le ministre algérien de l'Énergie, Youcef Yousfi, et son homologue angolais du Pétrole, Jose Maria Bothelo de Vasconcelos, ainsi que l'ambassadeur du Nigeria en Algérie, Haruna Ginsau, se sont réunis, le 17 mars à Alger, pour évaluer la situation du marché pétrolier marqué actuellement par la forte chute des prix du brut.

À l'issue de la réunion tenue à huis clos au siège du ministère de l'Énergie, Youcef Yousfi, a déclaré que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'initiative du président algérien Abdelaziz Bouteflika, qui consiste à renforcer le dialogue et la concertation entre tous les pays exportateurs de pétrole, membres ou non membres de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole).

« Il s'agit d'échanger les analyses sur le marché pétrolier à court et moyen termes, de voir quels sont les impacts de la baisse des cours du pétrole sur les économies de nos pays et de voir également les possibilités de renforcer la cohésion entre tous les pays exportateurs en vue de trouver une solution commune à cette situation », a-t-il poursuivi. Interrogés sur les résultats de la démarche consensuelle initiée par le président Bouteflika, qui a dépêché en février dernier, plusieurs ministres

portant des messages aux pays producteurs de pétrole pour rétablir l'équilibre du marché pétrolier, le ministre algérien de l'Énergie a indiqué que « les consultations continuent » et que l'Algérie « va renforcer davantage ce dialogue et cette concertation ». Dans ce sens, il a tenu à souligner que le marché pétrolier traverse une « situation délicate » et que le déséquilibre de ce marché a provoqué « une chute drastique des prix qui a eu des répercussions et des impacts extrêmement négatifs sur les économies de tous les pays exportateurs qu'ils soient membres ou non membres de l'Opep ».

En effet, le ministre angolais du Pétrole a mis l'accent sur l'importance de cette consultation pour les pays africains producteurs de pétrole. Selon lui, la rencontre d'Alger a pour objectif « d'échanger les points de vue et les réflexions sur la situation qui prévaut dans le marché pétrolier international ».

L'ambassadeur nigérian a, quant à lui, salué l'initiative du président Bouteflika qui vise aussi « à réunir les pays africains producteurs de pétrole dans le but de discuter de la situation de l'industrie pétrolière mondiale ». « Les effets de la chute des prix de pétrole sont tellement profonds, surtout pour les pays africains. C'est pourquoi il est nécessaire que nous soyons toujours ensemble pour pouvoir partager nos expériences et formuler des stratégies qui nous permettront de trouver une solution à ces problèmes », a-t-il insisté.

Dans le cadre de la démarche consensuelle initiée par l'Algérie sur la conjoncture pétrolière actuelle, Haruna Ginsau a rappelé que les messages du président algérien avaient été transmis à l'Arabie Saoudite, Sultanat d'Oman, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Mexique, Russie, Colombie ainsi qu'aux pays membres de l'Association des producteurs de pétrole africains qui sont le Nigeria, le Gabon, l'Angola, le Congo et la Guinée Équatoriale.

Yvette Reine Nzaba

DIASPORA CONGOLAISE

Structuration de la Coordination des associations de la société civile congolaise de France

Jour pour jour, les statuts de la Coordination des Associations Congolaises de France, en sigle CACF, ont été déposés à la préfecture le 15 mars de l'année dernière. À l'issue de l'Assemblée générale du 21 février de cette année, Gaston Arrauh Massala Pinda a été élu président. Il répond aux questions des Dépêches de Brazzaville

Les Dépêches de Brazzaville (LDB) : Quelle place donnez-vous à la CACF dont vous avez la charge aujourd'hui ?
Gaston Arrauh Massala Pinda (GAMP) : La CACF est une association de loi du 1er juillet 1901, ouverte aux associations de la société civile congolaise à l'étranger. Elle a pour but de les fédérer et de constituer avec celles-ci une structure de solidarité, d'échanges et de partage de compétences et expériences. À l'image des collectifs associatifs des Africains de l'Ouest, elle répond à la volonté de trouver, au sein de la diaspora, des structures comme la nôtre pour servir d'interface entre nos pays d'accueil respectifs et le Congo. Ainsi, avec les adhérents de la CACF, nous sommes en mesure de capitaliser et de mettre en œuvre nos savoirs/savoir-faire, compétences et expériences au bénéfice du développement des populations congolaises au Congo comme la réalisation de nos projets, l'été dernier, à Sibiti, lors de la municipalisation accélérée.

LDB : Comment avez-vous organisé votre participation à la municipalisation de Sibiti

2014 ?

GAMP : Une des missions statutaires de la CACF, parmi tant d'autres, consiste à apporter sa contribution solidaire aux efforts de développement au Congo par sa participation effective aux festivités relatives au projet de la mu-

nicipalisation et à la fête nationale organisée par le Gouvernement au mois d'août de chaque année. La première implication solidaire des membres de la CACF a été effective en août 2013 à Djambala, sous la conduite et la responsabilité de son 2^e vice-président, Rock Okouele. La seconde a été réitérée en août 2014, à Sibiti, sous la conduite et la responsabilité de sa 1^{ère} vice-présidente, Corine Marteau. Notre participation a vu la réalisa-

tion de projets tels que l'organisation d'une dictée pour les élèves et lycéens avec une remise de prix par la première dame, Antoinette Sassou Nguesso ; le soutien par le don au Peuple autochtone de lots de matériel de première nécessité ou la livraison, à Zanaga, d'une

tion est déjà en pleine préparation pour sa participation effective aux festivités de la municipalisation du département de la Sangha et de la fête nationale prévus à Ouessou en août 2015. Oui, nous aurons des réalisations émanant des attentes des populations du département congolaises mis en place pour la circonstance. De par sa domiciliation dans les Yvelines, elle a facilité les préparatifs des 6^{èmes} assises yvelinoises où la République du Congo fut le pays invité d'honneur. Lors des festivités phares en octobre 2014, Henri Lopes, ambassadeur du Congo en France et Edith Itoua, Conseiller auprès du chef de l'État, en charge des Congolais de l'étranger, ont effectué le déplacement à Saint-Germain. La coopération décentralisée entre le Congo et le département a permis à une forte délégation constituée, entre autres, de tous les maires du Congo, de venir vivre les échanges socio-économiques culturels et politiques avec un pays ami.



Membres du Bureau de la CACF autour de leur président Gaston Arrauh Massala Pinda. Crédit photo : CACF

LDB : Mettrez-vous l'expérience de la coopération décentralisée au service de la CACF ?

GAMP : Cette dynamique de partenariat par la réalisation de projets collectifs solidaires entre un département du Nord et un pays du Sud a été rendue possible grâce à des associations de migrants. Elle est un outil essentiel et important pour la coopération et la solidarité internationales que la CACF se doit d'acquiescer et de développer. Dans cette perspective, elle se donne comme challenge de nouer un partenariat véritable avec les organismes de solidarité internationale : le CFSI*, le FORIM*, le GRDR*, le CG78* ou l'UE* en vue de devenir une interface de développement solidaire au Congo-Brazzaville.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma

salle informatique équipée.

LDB : Reconnaissez-vous cette opération en 2015 ?

GAMP : Les retombées de ces deux premières implications, par la réalisation de micro-projets humanitaires auprès des populations congolaises, ont été significatives et incontestables à tel point que leur reconduction tacite a été actée dans la feuille de route 2015 de la CACF. De ce fait, la coordina-

de la Sangha.

LDB : Sur le plan personnel, vous êtes président de Solidarité, aménagement et développement évolutifs de Mouyondzi et alentours, en sigle, SADEMA, une association congolaise domiciliée dans les Yvelines. Quel a été son rôle pour les assises du département ?

GAMP : Pendant près d'un an, SADEMA a été le chef de file au sein du collectif des associations

INTÉGRATION

L'OMVS s'oriente vers une politique d'énergie commune

Conakry (Guinée) a accueilli, la semaine dernière, la 16^e conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS), en présence des présidents mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, Ibrahima Boubacar Kéita du Mali, Macky Sall du Sénégal et Alpha Condé de Guinée.

La Guinée a réintégré l'OMVS en 2006. Alpha Condé a réitéré l'engagement de son pays sur le fleuve Bafing à travers plusieurs sites dont le barrage de Koukoutamba. Mohamed Abdel Aziz est revenu sur les acquis engagés sous sa mandature, à savoir l'inauguration du barrage de Félou (60 MW) et la pose de la première pierre de l'aménagement de Gouina, d'une puissance de 140 MW. L'OMVM s'oriente vers une politique d'énergie commune qui permettra d'exploiter les ressources communes disponibles et à terme de créer un marché sous-régional d'interconnexion qui pourrait relier le Maghreb et l'Europe. En outre, les quatre chefs d'État ont entériné le Code international de navigation sur le fleuve Sénégal.

Noël Ndong

DIPLOMATIE

Pékin a désormais son ambassadeur auprès de l'UA

Kuang Weilin est le premier ambassadeur chinois à obtenir ses lettres de créance à l'Union africaine (UA).

L'ambassadeur a pris ses fonctions, le 13 mars, à Addis-Abeba (Éthiopie) avec pour objectif « d'étendre et de renforcer les relations » entre la Chine et l'Afrique. La Chine devient le 2^e pays après les États-Unis à disposer un ambassadeur exclusivement chargé des relations avec l'organisation panafricaine.

Kuang Weilin a déclaré que son pays doit consacrer « plus d'attention et plus de ressources à l'Afrique », fai-

sant remarquer que pendant de longues années, la Chine s'est appuyée sur la coopération bilatérale d'État à État. Avec cette nouvelle mission, nous ajoutons une dimension multilatérale. « La Chine veut montrer à l'Afrique et au monde qu'elle est prête à faire plus avec l'Afrique », a-t-il précisé. La création, en 2014, d'un fonds d'investissement pour l'Afrique d'un montant de 2 milliards de dollars avec la Banque africaine de développement était le premier signe de la rupture de l'approche bilatérale en Afrique.

En janvier dernier, l'UA et la

Chine ont procédé à la signature d'un protocole d'accord infrastructurel gigantesque sur le secteur de transport, destiné à relier entre elles toutes les capitales africaines. Un projet qualifié par les deux parties « d'accord du siècle », et de « moment historique dans nos relations avec la République populaire de Chine », selon les mots de la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, ajoutant : « L'application de cet accord demande une coopération au-delà des frontières et l'UA est la mieux placée pour cela ».

N. Nd.



Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, le MIKHAEL'S HOTEL recherche pour son siège social à Brazzaville, des candidat(e)s dans les domaines suivants, et répondant aux exigences ci-après :

Postes proposés : Réceptionnistes, Agents de Service Client, Chauffeurs.

Type de contrats : CDD, Stage.

OFFRES D'EMPLOI

Formation : CAP, BEP, BTS ou autre diplôme équivalent en Hôtellerie.

Expérience : Expérience significative en Accueil, Protocole, Vente.

Qualités : Bon contact humain, bonne présentation, parfaite aisance communicationnelle, gestion du stress, flexibilité aux horaires et planning de travail.

Langue étrangère : Anglais ou autres

Dossier : CV + Lettre de motivation + Références.

-à déposer à la Réception de l'Hôtel, 67 Av.

Nelson Mandela, Centre-ville, Brazzaville,

République du Congo.

-ou à envoyer par email à l'adresse : Administration@mikhaelshotel.com

Contact pour plus d'infos : (+242) 05 366 66 16

COOPÉRATION

Des chefs d'entreprises portugais souhaitent investir au Congo

En tournée en Afrique, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et à la coopération de la République portugaise, Luis Campos Ferreira, a été reçu le 17 mars par le ministre congolais des Affaires étrangères et de la coopération, Basile Ikouébé.

L'homme d'Etat portugais a traduit au chef de la diplomatie congolaise la volonté des chefs d'entreprises de son pays à vouloir investir au Congo. « Nous avons échangé sur les opportunités des investissements portugais dans ce pays, mais aussi sur des questions liées à la situation dans la région », a déclaré le secrétaire d'Etat portugais aux Affaires étrangères.

Pour Luis Campos Ferreira, les entreprises portugaises souhaitent investir sur le sol congolais, parce qu'elles sont attirées par l'excellence des relations entre le Congo et l'Angola, ancienne colonie portugaise, mais aussi par les atouts que présente le Congo.

Basile Ikouébé et Luis Campos Ferreira se sont appesantis dans leur entretien sur l'état actuel des relations bilatérales et leurs perspectives. « Les deux pays vont tenir une commission mixte pour parler des ques-



Luis Campos Ferreira et Basile Ikouébé

tions économiques, diplomatiques et politiques... », a indiqué Luis Campos Ferreira, ajoutant que le Lisbonne tient à renforcer ses « relations historiques » avec Brazzaville.

Il faut dire que les relations entre le Congo et le Portugal remontent à 1960. Et leur coopération repose sur un accord général signé, le 17 mars 1984 à Brazzaville, ainsi que sur plusieurs accords sectoriels, dont celui instituant la commission mixte. Malheureusement, tous ces accords n'ont connu aucune concrétisation jusqu'à ce jour. Même la présence autrefois, très remarquée des commerçants portugais s'est considérablement

réduite, tant à Pointe-Noire qu'à Brazzaville.

Aussi, le niveau actuel de la coopération Congolo-Portugaise est insignifiant et souffre d'un manque évident de dynamisme malgré les nombreuses possibilités d'échanges. D'ailleurs, les engagements pris lors de la première commission mixte n'ont jamais été concrétisés. Quant à la deuxième session de la commission mixte prévue à Brazzaville, elle n'a pu se tenir. Cela pourrait s'expliquer en partie par la situation économique du Portugal marquée ces dernières années par la mise en œuvre d'une politique d'austérité.

Nestor N'Gampoula

TERRORISME

Le pape demande aux catholiques nigériens d'être des ponts malgré les violences

Ces jours-ci, le pape ne passe pas de jour qu'il ne dénonce « les persécutions des chrétiens dans le monde ». Le Souverain pontife adresse une lettre d'encouragement aux Nigériens dans l'épreuve des violences de Boko Haram.

Le pape François appelle la communauté des Nations à sortir de son indifférence face à cette situation qui coûte la vie à de nombreuses personnes, femmes, enfants et vieillards inclus du simple fait qu'ils sont chrétiens. Dimanche dernier il a, ainsi, condamné les derniers attentats islamistes contre des lieux de culte chrétiens au Pakistan dans lesquels une quinzaine de personnes, des catholiques et des protestants mais aussi des policiers, ont péri. Puis le pape s'est tourné vers les Nigériens, eux aussi sous les coups de boutoir meurtriers de l'organisation islamiste Boko Haram. Le Souverain pontife salue et remercie pour le témoignage de fidélité à la foi que les catholiques nigériens rendent malgré « tant d'épreuves et de souffrances ». Il les invite les croyants du Nigéria, première puissance d'Afrique, à savoir « bâtir une culture de la rencontre » ; à « marcher sur la voie de la paix dans la persévérance et sans découragement ». La lettre du pape a été adressée aux évêques catholiques du Nigéria dont ils louent les « positions claires en faveur de la non-violence et de la paix civile ». Mais il ajoute que « la lassitude et le désir de revanche gagnent parfois les fidèles face à la multiplication des attentats ». Cette lettre arrive alors que

dans un peu plus d'une semaine si les choses se passent comme prévu, le Nigéria devrait aller au vote dans une atmosphère lourde de menaces. Jamais la scission, psychologique, entre un nord musulman et un sud chrétien n'a jamais été aussi près de se transformer en violences généralisées.

Mais Boko Haram, qui a proclamé un califat au nord-est de la fédération, continue de harceler les populations civiles et les autorités avec la prétention de convertir tout le monde « au vrai islam ». « De nombreux Nigériens ont été tués, blessés et mutilés, enlevés et privés de tout : de leurs proches, de leurs terres, des moyens de subsistance, de leur dignité, de leurs droits », relève le pape dans son message. Il souligne que les Nigériens, chrétiens ou musulmans soumis à cette violence, « ont expérimenté un tragique destin infligé par la main de ceux qui se prétendent religieux mais qui abusent de la religion. Ils en font une idéologie afin d'assouvir leurs propres intérêts ».

On ne voit pas bien l'impact que cette intervention aura dans le contexte général nigérien. Mais il est certain que l'implication du chef de l'Église catholique sur le terrain de la recherche des solutions pour l'apaisement des violences interreligieuses renforce sa détermination à faire bouger les lignes. La violence interreligieuse le vise d'ailleurs en personne. L'organisation dite de l'État islamique, en expansion en Libye, a déjà désigné ses prochaines cibles : Washington puis Paris et le Vatican à Rome.

Lucien Mpama

Garantie de 5000h offerte sur votre 3DX multifonction !



La chaîne cinématique complète de votre 3DX garantie 5000h (Moteur, essieux, transmission)*

* Offre valable sur 3DX jusqu'au 30/06/2015, sous réserve de signature du contrat de garantie avec CFAO, pour une utilisation de votre machine dans des conditions standards d'utilisation et pour une durée maximale de 5 ans



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matéve
Brazzaville : Bid Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 504 93 33 / 06 665 14 39



INTERVIEW

Toussaint Kongo-Doudou : « Les choses évoluent positivement en République centrafricaine »

Brazzaville a accueilli, le lundi 16 mars 2015, la 7^{ème} réunion du Groupe international de contact sur la Centrafrique (GIC-RCA). Le ministre centrafricain des Affaires étrangères, Toussaint Kongo-Doudou, qui a pris part à cette réunion s'est confié aux Dépêches de Brazzaville.

Comment vous avez apprécié l'accueil des autorités congolaises notamment cette parade par bateau, ce dimanche, organisée par le ministre congolais des Affaires étrangères et de la coopération, Basile Ikouebe ?

T.K-D : Je voulais tout d'abord remercier les autorités congolaises, en l'occurrence, le médiateur international Denis Sassou N'Gusso et le ministre des Affaires étrangères, Basile Ikouebe pour leurs actions incessantes en faveur de mon pays. Dernièrement, le ministre Basile Ikouebe s'est rendu à Bangui pour remettre certaines choses sur les rails et aider les autorités de la transition à retrouver la voie du consensus. J'éprouve un sentiment de satisfaction et de joie. Surtout qu'à titre personnel, je rejoins le Congo qui

est ma terre d'enfance. Je rejoins également le fleuve Congo où j'ai appris pour la première fois à nager. Cet accueil témoigne de l'amitié qui existe entre nous et l'amour de vivre ensemble.

La communauté internationale se mobilise pour la cause centrafricaine grâce aux actions du Groupe international de contact. Quelles sont vos attentes à l'issue de ces assises GIC-RCA ?

T.K-D : En termes d'attente, c'est la paix que nous recherchons. Cette recherche de paix passe par plusieurs défis qu'il faut relever : en matière de sécurité, de dialogue politique inclusif, d'élections pour permettre le retour à l'ordre constitutionnel, d'instauration d'un État de droit véritable, de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme et de lutte contre l'impunité.

Il y a également le défi de retour de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national ainsi que de la reconstruction nationale. Le GIC est une arme essentielle qui nous appuie à y parvenir. C'est un grand espoir. Les partenaires et tous ceux qui sont préoccupés par la situation en Centrafrique vont tenter d'évaluer le processus de la transition et de mobiliser la communauté internationale à soutenir le peuple centrafricain. Dans ce sens, nous faisons confiance au médiateur Denis Sassou N'Gusso pour la suite de cette 7^{ème} réunion du GIC-RCA.

Nous sommes à la septième réunion du GIC-RCA. Mais pourquoi sur le terrain les choses n'avancent pas comme il se doit ?

T.K-D : Je voulais d'abord vous dire qu'on prend sou-



Le ministre centrafricain des Affaires étrangères, Toussaint Kongo-Doudou

vent cinq minutes pour faire la guerre et il faut parfois une génération pour faire la paix. Le message que je peux lancer à l'endroit de l'opinion congolaise, c'est le message suivant : les choses évoluent positivement en République centrafricaine, la paix revient avec le retour de la sécurité. Venez à Bangui, les activités fonctionnent comme si vous étiez à Poto-Poto. Cela veut dire que nous sommes sur la bonne voie.

Ce retour à la normale est également constaté à l'intérieur du pays. Vous avez appris ce qui s'était passé à Bria dans le nord-est du pays où les forces négatives ont été écartées grâce à l'aide des forces internationales. Cette opération a permis de restaurer l'autori-

té de l'État dans cette partie du pays et facilité la tenue des consultations populaires dans cette ville. C'est une grande avancée que nous avons enregistrée.

Cette avancée est aussi remarquée au plan économique : en 2013 nous avons connu un taux de croissance de -0,37%, ce chiffre est passé à 1,6% de taux de croissance en 2014. Ce sont-là des indicateurs très favorables. Les déplacés et réfugiés commencent à regagner progressivement chez eux. Tout ceci grâce à l'appui du Congo, du médiateur Denis Sassou N'Gusso et des forces internationales surplace. Donc, il ne faut pas trop s'en tenir à ce que racontent les médias.

Propos recueillis par Fiacre Kombo

Le GIC-RCA appelle les donateurs à honorer leurs promesses

Le cri de coeur a été lancé lundi 16 mars, au sortir de la 7^{ème} réunion du Groupe international de contact sur la République centrafricaine (GIC-RCA), tenue à Brazzaville. Selon les participants, cette aide permettra de financer le prochain forum de Bangui, le programme DDR et les élections générales à venir.

La réunion des membres du GIC-RCA a pour objet d'évaluer le processus de la transition en Centrafrique et de mobiliser la communauté internationale à apporter les ressources financières nécessaires pour relever le pays. L'urgence pour l'heure, d'après le GIC-RCA, est de tout mettre en oeuvre afin d'assurer le rétablissement de l'État centrafricain et le retour rapide à l'ordre constitutionnel.

« Les participants se sont félicités de la mise en place du Programme d'appui au cycle électoral (PACE), signé le 25 novembre 2014, instituant le fonds fiduciaire évalué à un montant de 44 millions de dollars. Ils se sont également réjouis des

contributions déjà faites, et ont demandé à tous ceux qui avaient fait des promesses de contributions d'honorer

européenne de procéder à un décaissement par tranches de la somme de 20 millions d'euros alloués au processus

forum de Bangui. « Le GIC a rappelé les dispositions pertinentes du communiqué de la Communauté écono-

participants.

A en croire les participants à la réunion de Brazzaville, la sortie de crise et le rétablissement de l'ordre en RCA, passent par le processus de Désarmement démobilisation et réinsertion (DDR). Pour cela, ils ont exhorté les autorités de la transition à « définir rapidement cette nouvelle approche, qui devra s'inscrire dans un cadre global de relance du développement et sera étroitement liée à la réforme du secteur de sécurité et s'emploiera à promouvoir des solutions durables pour la sortie de crise en RCA. » A cet effet, le GIC a appelé les différents donateurs à contribuer à concurrence de 3 millions de dollars pour le programme DDR pour une période de six mois.

Enfin, ils ont exprimé leur ferme détermination à lutter aux côtés des autorités de transition pour la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire et à mettre fin à l'impunité et au grand banditisme.

F.K.



Les participants à la réunion du GIC-RCA

leurs engagements pour combler le déficit de 18 millions de dollars enregistré à ce jour. Ils ont lancé un appel à d'autres partenaires internationaux pour qu'ils contribuent au financement du processus électoral. Dans ce sens, ils ont salué la décision de l'Union eu-

ropeenne de procéder à un décaissement par tranches de la somme de 20 millions d'euros alloués au processus

électoral », a indiqué le communiqué final des assises de Brazzaville. Hormis le financement des échéances électorales, la 7^{ème} réunion du GIC-RCA a énoncé la nécessité de contribuer au processus engagé le 23 juillet 2014 qui doit se poursuivre avec la tenue du

forum de Bangui. « Le GIC a rappelé les dispositions pertinentes du communiqué de la Communauté écono-

7^E ART

Le film sur l'exposition des œuvres africaines d'Alexandre Iacovleff projeté au Centre culturel russe

C'est en l'honneur des élèves et étudiants de quelques établissements de la ville capitale que ce film qui retrace les deux expéditions d'Alexandre Iacovleff a été projeté au Centre culturel russe (CCR) de Brazzaville.

Peu avant la projection de ce film, Sergey Belyaev, directeur du CCR, a expliqué brièvement à l'auditoire ces deux expositions qui ont été faites par l'équipe de Citroën, réunissant une douzaine de véhicules. La première expédition, a-t-il indiqué, parle de la *Croisière noire*. Cette expédition a duré sept mois pour traverser toute l'Afrique. A l'époque, traverser l'Afrique en voiture, était tout un exploit. La deuxième expédition est celle qui a commencé au Proche orient et traversé la Chine jusqu'au Hong-Kong. Cette expédition a été exceptionnelle sur le plan de son temps et de sa distance (des milliers et des milliers de kilomètres traversés).

Qui est Alexandre Iacovleff et qu'a-t-il fait exactement ?

Alexandre Iacovleff (ou Yakovleff), né le 25 juin 1887 à Saint-Petersbourg, est un peintre russe naturalisé français, devenu célèbre par ses nombreux portraits d'Africains et d'Asiatiques. Fils d'un officier de marine, Alexandre Iacovleff fait ses études au lycée de Saint-Petersbourg. A 18 ans, il suit les cours à l'académie impériale des beaux-arts de Saint-Petersbourg. Il participe au renouveau du courant artistique « Mir Iskoustva », association fondée par Alexandre



Lors de la première projection sur l'expédition d'Alexandre Iacovleff

Benois et Serge de Diaghilev. Grâce à une bourse, il séjourne en 1913 en Espagne avec son ami, grand peintre russe, Choukhaïev, puis voyage avec lui en Italie en 1914-1915. Il retourne en Russie au début de la première guerre mondiale. En 1917, toujours grâce à une bourse, il part pour la Chine puis passe six mois dans l'île japonaise d'Izu Ōshima. Il ne retourne pas en Russie où la Révolution d'Octobre a installé le pouvoir des Soviets.

sily Schoukhaïeff, est qualifié de « néo académisme » ou « néo-classicisme » qui se distingue par son réalisme articulé. Devenu célèbre à Paris dans les années vingt, Alexandre Iacovleff est choisi par le fondateur de Citroën pour fixer « par le crayon et par le pinceau » les mœurs et les coutumes indigènes lors de l'expédition nommée « La Croisière noire » qui a traversé en 1924-1925 l'Afrique en commençant en Algérie, à travers l'Afrique équatoriale

française et le Congo belge, jusqu'au Madagascar. Le 12 mars 1925, l'expédition fait une escale à Stanley ville (maintenant Kisangani). Une exposition

titude d'œuvres peintes et de dessins qui sont exposés plusieurs fois à Paris. Les albums et les livres relatent cet exploit scientifique et artistique.

En 1931 Iacovleff est à nouveau le peintre officiel de l'exposition de Citroën nommée « la Croisière jaune » en Asie et rapporte, malgré les difficultés rencontrées, de nombreux paysages, scènes de mœurs et portraits d'une égale qualité. Africainiste, orientaliste, Alexandre Iacovleff est considéré comme le premier peintre européen à avoir pénétré et révélé le visage des deux continents.

En 1934, Iacovleff est choisi pour diriger l'école de dessins et peintures du Musée de beaux-arts de Boston (Etats-Unis). En 1936 nombreuses expositions en Amérique : Charleston (Gibbs Art Gallery), Boston (R.C. Vose Galleries), New York (M. Knordler & Company) sont organisées. Il rentre en 1938 à Paris où il meurt. Très tôt admirée et collectionnée, l'œuvre d'Alexandre Iacovleff est actuellement répandue dans le monde entier.

L'exposition du Centre culturel russe de Brazzaville comprend des copies de ses toiles sur huile et de ses dessins emportés de la « Croisière noire », ainsi que quelques photos du peintre et de son travail. L'exposition est organisée avec l'assistance technique et artistique du Musée des Cordeliers de Saint Jean d'Angely (France) et des archives du Conservatoire Citroën (Aulnay sous-bois, France).

Bruno Okokana

LITTÉRATURE

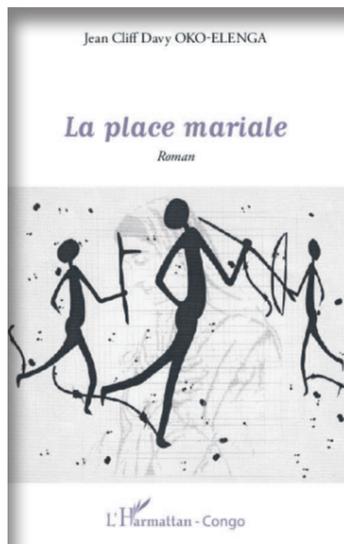
Le roman La place mariale débattu aux vendredis des arts et des lettres

Cette œuvre satirique et pleine d'humour, de Jean Cliff Davy Oko-Elenka, éditée à L'Harmattan-Congo, a été présentée à la Préfecture de Brazzaville, à l'occasion de la traditionnelle rencontre des arts et des lettres, qu'organise l'Union nationale des écrivains, artistes et artisans du Congo (Unéc).

Dans cet ouvrage de 176 pages, Jean Cliff Davy Oko-Elenka, moralise les lecteurs en portant comiquement un regard satirique sur la société. Ce livre de onze chapitres parle de Pot-Pourri, personnage principal, mis en exergue par le jeune écrivain congolais.

Tantôt informateur, tantôt écrivain, le personnage principal de *La place mariale*, est le patron d'un kiosque à journaux. Vu comme un potentiel informateur et écrivain, féru

de lecture, Pot-Pourri rapporte les propos des détenus d'une prison, alors invités par un psychologue pour détailler tout ce qui les tracasse. Tout un scénario pour conter les injustices sociales, le chômage, les liens de socialité et l'écriture comme acte de réflexion. Et la presse qui prône la liberté d'expression, le jeune écrivain congolais en fait un outil de communication indispensable en démocratie, pour moraliser la société. « Le pays va mal », « Le pays ne va pas bien », peut-on lire aux pages 20 et 39, comme pour inciter au bien-être. L'idée est même reprise plusieurs fois dans le livre pour évoquer la thématique du pouvoir africain. Mais jamais, Pot-Pourri n'a pu transformer la société. Pour le professeur Paul Kibangou, les phrases de



Pot-Pourri sont comme des leitmotivs. Il pense qu'il a du plaisir à écrire, de même qu'il est libre lorsqu'il écrit. Mari possessif et jaloux, Pot-Pourri est aussi écrivain, lorsqu'il veut parler de sa femme, la miss Ebène.

Outre le professeur Paul

Kibangou, bien d'autres critiques analysent aussi le style de Jean Cliff Davy Oko-Elenka qui, du reste, retient leur attention. En effet, l'auteur de *La place mariale*, qui entre dans le cercle littéraire congolais, suscite la curiosité. Il pratique la déconstruction du langage par des transformations structurelles. C'est d'ailleurs ce qui pousse le professeur Paul Kibangou à dire : « *J'avais tourné ma langue 70 fois, par comparaison avec pardonnez 70 fois, ou il faut tourner sa langue 70 fois, avant de parler. Son style d'écriture fait penser à Sony Labou Tansi et à Alain Mabanckou.* » Et au professeur André-Patience Bokiba d'ajouter : « *Ce qui est important, c'est la satire sociale, l'attraction qu'exercent les questions d'actualité. C'est un roman*

du genre « je suis Charlie », avec un humour devastateur. Il aborde plusieurs questions: homosexualité, la langue de bois etc. L'écriture est une sorte de respiration. On y retrouve des passages sous forme de préfaces. » Paradoxalement, l'auteur de *La place mariale*, dit n'avoir pas lu Sony Labou Tansi, mais plutôt Alain Mabanckou. Pourtant les critiques littéraires et lecteurs congolais sont d'avis qu'il marche bien sur les traces de ces deux grands écrivains congolais de renommée mondiale. Rappelons que c'est en 2008 que Jean Cliff Davy Oko-Elenka, diplômé en assurances (lauréat du prix des dix mots de la Francophonie en 2012) a pris pour la première fois sa plume pour la rédaction de *La place mariale*.

B.Ok.

KATANGA

Moïse Katumbi s'apprête pour un repos momentané

L'actuel gouverneur de la province cuprifère a décliné l'offre de briguer le poste de gouverneur de la future province du Haut Katanga, tout en annonçant aux notables et chefs coutumiers qui l'ont abordé sa volonté de se retirer pendant un moment de la politique.

Dans sa réponse réservée, le 15 mars, à l'offre de ces notables et chefs coutumiers de ce qui sera prochainement la province du Haut Katanga, l'actuel gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, a annoncé son retrait momentané de la politique- du moins à ce niveau là. Il leur aurait fait comprendre que la politique n'était pas, pour lui, un métier. « Je ne suis pas d'abord le seul Congolais qui doit diriger cette province. Il faudrait l'alternance. J'étais gouverneur pendant huit ans, c'est beaucoup. Sinon, je vais violer la Constitution. Et je voudrais voir l'après-moïse dans le bon sens. Je voudrais voir un avenir meilleur de tout le peuple katangais que ça soit dans les trois autres provinces que dans le Haut Katanga », a déclaré Moïse Katumbi cité par radiookapi.net.

Une petite leçon de la gestion de la république

Résumant sa réaction à la demande de ses interlocuteurs, l'actuel gouverneur du Katanga a clairement dit qu'il était en train « de prendre un petit repos » « J'ai dit que je n'accepte pas l'offre. Je leur ai dit sincèrement merci mais je suis en train de partir. Je suis en train de prendre une pause. Pour moi, la politique n'est pas un métier. Il faut savoir arriver, il faut savoir partir.



Le gouverneur Moïse Katumbi

Je suis en train de prendre un petit repos et je continuerai à servir le peuple katangais comme dans le temps et aider aussi nos prochains gouverneurs », a-t-il noté

Cette réponse, réservée aux notables et chefs coutumiers réunis dans un forum à Lubumbashi au cours duquel ils ont planché sur les atouts et les défis de cette province à installer, traduit la position de Moïse Katumbi quant à son avenir politique ainsi que sa vision sur la gestion de la chose publique. Ce qui éclaire également une certaine opinion sur toutes ces questions qui se posaient pendant son long séjour à l'étranger et dont certaines n'avaient pas encore trouvé des réponses, malgré sa dernière sortie médiatique et des révélations faites devant la population qui est venue l'accueillir à Lubumbashi à son retour de l'Europe.

La position affichée de Moïse Katumbi devra également rassurer

certaines personnes qui convoitaient le poste de gouverneur du Katanga ou de ses nouvelles subdivisions. Car un challenger de taille vient de se déclarer non partant. Par contre, selon certaines sources, le repos ou le retrait annoncé par Moïse Katumbi n'a rien à voir avec les ambitions de 2016 qui ont fait couler beaucoup d'encre et de salive. Si, en effet, Moïse Katumbi s'est clairement prononcé sur le gouvernement du Haut Katanga dont la

proposition lui a également été distinctement faite par les notables et les chefs coutumiers de cette partie de la grande province, l'actuel gouverneur n'a pas clairement donné sa position sur son actuel poste que certaines personnes qui le convoitaient voulaient le voir abandonner et encore moins sur ses ambitions sur la succession de Joseph Kabila, que d'autres lui colleraient aussi à la peau. Des interrogations continueront donc à attendre des réponses dans ce sens.

La loi sur le découpage territorial promulguée début mars par le chef de l'État congolais, Joseph Kabila, institue vingt-six provinces en RDC, conformément à la Constitution. Selon cette évolution, l'actuel Katanga devra être éclaté en quatre nouvelles provinces dont le Haut Katanga, le Haut-Lomami, Lualaba et Tanganyika.

Lucien Dianzenza

ENJEUX POLITIQUES

La majorité face à ses questionnements

Au centre de nouvelles consultations politiques initiées par Joseph Kabila apparaît le souci de se préparer déjà en fonction des enjeux électoraux à venir.

L'enjeu aujourd'hui au sein de la majorité présidentielle se cristallise autour de l'impératif de se maintenir au pouvoir à la lumière des scrutins législatif et présidentiel de 2016. Avec ou sans Kabila, cette famille politique n'entend nullement passer le témoin à l'opposition. D'où les stratégies concoctées pour réussir un triomphe électoral susceptible de remettre la « kabilie » sur son piédestal. Pas plus tard qu'il y a quelques semaines, l'idée de créer une plate-forme électorale pour s'assurer déjà un positionnement dans ce challenge électoral avait germé dans les esprits. L'objectif était de fédérer toutes les forces politiques autour d'un éventuel candidat unique en vue de s'assurer une victoire électorale à la présidentielle de 2016, à défaut du renoncement de Joseph Kabila à se représenter. Mais la dynamique s'est vite estompée en chemin eu égard aux zones d'ombre qui obstruent sa concrétisation. Ceux qui l'ont piloté attendent d'être éclairés sur la position de l'autorité morale en rapport avec les enjeux de l'heure.

Joseph Kabila, en effet, ne s'est jamais ouvertement prononcé s'il envisage un troisième mandat, envers et contre tout, ou encore s'il est prêt à se choisir un probable dauphin. D'où la correspondance qu'une frange des membres de la majorité lui a adressée récemment sollicitant de lui des réponses claires par rapport à leurs questionnements. « On a besoin d'une direction pour savoir où l'on va », déclarait-il y a peu un cadre de cette famille politique sous le sceau de l'anonymat.

Réduite dans l'expectative après l'échec des tentatives visant la modification de la Constitution et de la loi électorale, la majorité est quelque peu désemparée. Le mutisme de Joseph Kabila n'a fait qu'exacerber les inquiétudes en son sein, ouvrant ainsi la voie à des querelles de leadership entre haut cadres ambitieux appâtés par le pouvoir. D'où les consultations initiées dernièrement par le chef de l'État qui, d'après des sources, aurait reçu individuellement quelques chefs des partis (treize au total) de son obédience parmi les plus en vue. Rien n'a filtré de ces rencontres qui, apprend-on, devront se poursuivre dans les prochains jours. L'objectif avoué est de refaire l'unité mise à mal de la majorité tout en se mettant, d'ores et déjà, en ordre de bataille pour les prochaines joutes électorales.

A.D.

DIALOGUE POLITIQUE

Opposition et majorité accordent leurs violons

Le speaker de la chambre basse a déclaré, le 16 mars, sa disponibilité à soutenir toute initiative allant dans ce sens quand bien même cela devra concerner le calendrier global publié par la Céni qui est loin de rencontrer l'assentiment général.

L'idée du dialogue longtemps réclamée par l'opposition sans qu'elle n'obtienne gain de cause est de nouveau relancée dans la famille politique du chef de l'État. Alors qu'hier au sein de la majorité, personne ne voulait de ce dialogue assimilé à une perte de temps et d'énergies, aujourd'hui le discours a brusquement changé. Les concertations nationales organisées à l'époque pour contourner le dialogue inclusif ayant démontré leurs limites pour n'avoir pas atteint l'objectif de cohésion nationale qui leur a été assigné, il y a lieu à présent d'imaginer une nouvelle recette au regard des dissensions qui s'observent actuellement dans la classe politique en rapport avec les enjeux de l'heure. Hier réfractaire à l'idée de dialoguer avec l'opposition, la majorité est aujourd'hui devenue une fervente défenderesse. Une de ses têtes couronnées en la personne du speaker de la chambre

basse du Parlement a confirmé lundi cette tendance en prenant fait et cause pour ce dialogue pourvu que, a-t-il dit, « le processus se déroule dans la paix et sans incidents ».

Il a déclaré sa disponibilité à soutenir toute initiative allant dans le sens du dialogue, quand bien même cela devra concerner le calendrier électoral global publié par la Céni qui est loin de rencontrer l'assentiment général. En débattant de ce calendrier avec, à la clé, des recommandations à formuler dans le sens du recadrage du processus électoral, rien n'est plus accommodante qu'un tel exercice censé créer un climat de paix et de concorde nationale. Bref, Aubin Minaku s'est dit disposé à autoriser un dialogue quant à la mise en œuvre réaliste et sûre dudit calendrier électoral.

Toutefois, si ce dialogue n'est pas organisé dans le style et le format antérieurs, les députés et sénateurs ont été exhortés à engager le débat à l'hémicycle au cours de la session ordinaire de mars qui s'est ouverte lundi. « Dans les débats que nous allons faire, il est important de montrer à la Céni qu'il y a un peu d'irréalisme mais dans le cadre de collaboration fonctionnelle entre les institutions, il faudrait qu'elle comprenne. J'espère qu'elle sera

perméable aux recommandations que nous allons lui faire », a déclaré le député Henri Thomas Lokondo qui décèle dans le calendrier de la Céni une dose d'irréalisme.

L'idée du dialogue est aussi partagée dans l'opposition où l'on pense le moment venu pour que toutes les forces politiques se mettent autour d'une table pour discuter sur des questions d'intérêt national en vue d'épargner au pays une crise politique aux conséquences imprévisibles. « Ceux qui pensent que nous recherchons le dialogue pour des postes cherchent une chose et son contraire. Le dialogue, c'est pour parvenir à un compromis sur les différences qui nous opposent. Quand, dans notre camp, nous estimons qu'il existe un problème de légitimité institutionnelle et que la majorité dit le contraire, il faut justement qu'on dialogue pour trouver le consensus », s'est exprimé le porte-parole de la CVD et président du Parti travailliste, Steve Mbikayi. Ce dialogue envisagé respectera-t-il les prescrits de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba et de la Résolution 2098 du Conseil de sécurité de l'ONU ? Là est une autre paire de manche.

Alain Diasso

CABINDA

Arrestation du président du Conseil de barreau

Les services de sécurité reprochent à Me Aro Tempo l'organisation d'une marche qui devrait avoir lieu le 14 mars.

Des sources proches du Mouvement pour la reconnaissance du peuple cabindais et sa souveraineté (MRPCS) ont dénoncé l'arrestation, le 14 mars, à Cabinda, du président du Conseil de barreau, Me Aro Tempo. Ces informations considèrent cette arrestation comme un des aspects de la répression de la marche prévue le même jour à Cabinda.

Cette marche, ont-elles noté, visait la « revendication des droits et libertés totalement privés au peuple cabindais ». Ce mouvement qui avait dénoncé cette arrestation a également exigé la libération de cet avocat qui milite toujours pour les droits de l'Homme et libertés dans cette enclave.

Aux dernières nouvelles, Me Aro Tempo avait été déplacé de son lieu d'arrestation vers la ville afin d'être transféré vers Luanda, la capitale angolaise. Pour le MRPCS, cette énième arrestation est une preuve que les Cabindais sont privés de leurs droits et libertés car, selon eux, cette marche avait été voulue pacifique et les dispositions ont été prises au niveau des organisateurs afin de respecter et de tenir à l'aspect pacifique de cette manifestation. « Cette arrestation, avant même le début de la marche, signifie que les revendications et autres manifestations, mêmes pacifiques, ne sont pas dans l'entendement du gouvernement angolais », ont noté ces sources.

Il est rappelé que le MRPCS est un mouvement qui lutte pour la libération de l'enclave de Cabinda par l'Angola. Motivant cette position par des preuves des violations des droits de l'Homme et des libertés ainsi que par la carte géographique qui note une séparation nette entre l'Angola et le Cabinda, cette structure pense toujours que le Cabinda ne devrait pas constituer un territoire appartenant à l'Angola dont le gouvernement est considéré par elle comme un gouvernement d'occupation.

L.D.

UDPS

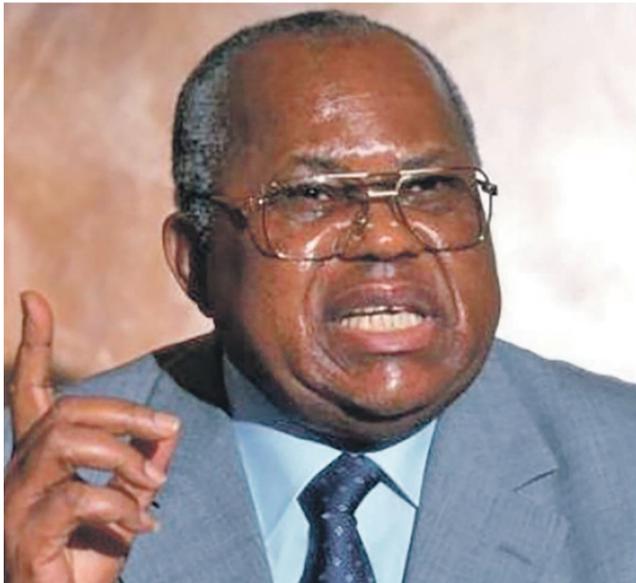
Le parti propose une feuille de route de sortie de crise

Dans ce document, la formation politique insiste sur le dialogue comme seule voie pouvant permettre au pays de sortir de la situation dans laquelle il se trouve.

Le document signé le 14 mars par le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Étienne Tshisekedi wa Mulumba, réitère sa proposition au pays et à la communauté internationale pour un règlement rapide et satisfaisant de la crise par le dialogue.

Pour l'UDPS, qui souligne que le contentieux électoral de 2011 se trouve être la cause essentielle de la crise politique actuelle en RDC, ce dialogue à tenir à Kinshasa devra mettre autour d'une table Étienne Tshisekedi et ses alliés (vingt personnes), pour le camp du changement, et Joseph Kabila ainsi que les siens (vingt personnes également), pour le statu quo. Alors que la modération devra être assurée par la communauté internationale représentée par l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC et chef de la Monusco.

Le parti d'Étienne Tshisekedi soutient sa position par la résolution 2147 du Conseil de sécurité de l'ONU qui a autorisé la Monusco à « promouvoir la consolidation de la paix et un dialogue politique transparent et sans



Le président de l'UDPS, Étienne Tshisekedi

exclusive entre toutes les parties prenantes congolaises en vue de favoriser la réconciliation et la démocratisation et encourager l'organisation des élections transparentes et crédibles conformément au cycle électoral et à la Constitution... ». Pour l'UDPS, pendant ces dix jours dont trois seront réservés aux travaux de facilitation de la Monusco, ces deux délégations devront parler notamment du règlement du contentieux électoral de 2011 et de son corollaire qui est, selon ce parti, la crise de légitimité ainsi que de la définition d'un processus électoral consensuel.

Lucien Dianzenza

PARC DES VIRUNGA

Kinshasa décidé à arracher un accord

La décision devrait impliquer concrètement une modification mineure du tracé de la réserve naturelle figurant depuis 1994 sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité. Des contacts sont confirmés à cet effet par les autorités congolaises mais pas l'Unesco qui dément des négociations sur cette épineuse question.

Les autorités de la RDC ont réaffirmé n'avoir donné aucun aval pour le début de l'exploitation pétrolière dans les limites du parc, en tout cas pour l'instant. Depuis cette mise au point de la primature qui date de janvier 2015, le débat a repris sans que les positions ne bougent. Le gouvernement de la République s'est dit, le 13 mars, une fois encore déterminé à tirer profit de ses ressources pour améliorer les conditions de vie des populations autochtones. En janvier 2015, la RDC n'a pris aucun engagement au sujet d'une exploitation des ressources pétrolières dans les limites du parc des Virunga, a tenu à rassurer à l'époque le Premier ministre, Matata Ponyo.

Du côté de l'Unesco, l'on a démenti des pourparlers autour de cette question d'exploitation du pétrole dans la réserve. En effet, cette agence des Nations unies a plutôt fait état d'un dialogue d'information et de sensibilisation visant plus les décideurs politiques. À ce stade, il ne s'agit pas donc pas de « négociations », comme voudraient insinuer certaines analyses, mais plutôt des « discussions » et « échanges ». D'ailleurs, tout projet d'exploration ou d'exploitation est « incompatible » avec le règlement de l'Unesco. Elle a mis en garde contre les implica-

tions de cette décision sur le classement du parc des Virunga au patrimoine mondial. Toutefois, l'Unesco qui assure le secrétariat du Comité du patrimoine mondial a confirmé à son niveau n'avoir reçu à ce jour aucune demande formelle des autorités congolaises pour déclassifier une partie du parc. Pour la presse internationale, la plus vieille réserve naturelle, qui s'étend sur 800 000 hectares le long des frontières avec le Rwanda et l'Ouganda, est menacée. L'enjeu, selon elle, se limiterait à un choix entre « pétrole et gorille ». En d'autres termes, le gouvernement doit faire le choix entre préserver un site classé au patrimoine mondial de l'humanité ou le sacrifier à l'autel des intérêts égoïstes. Même l'annonce de l'abandon des projets par la société pétrolière britannique, Soco, n'a pas vraiment fait disparaître les soupçons d'exploitation.

Pour rappel, c'est en 2010 que l'on attribua au groupe français Total et à Soco des permis d'exploitation. L'État congolais les suspendit en 2011 suite à une pression internationale. Total jeta l'éponge, et Soco fit de même en 2014 après avoir réalisé une étude sismique dans le cadre d'une évaluation commandée par le gouvernement. Les deux opérateurs se sont finalement désengagés. Pour le comité du patrimoine mondial, le gouvernement congolais doit abandonner simplement le projet. En effet, Total serait intéressé encore à ses projets dans la zone de son permis ne couvrant pas le parc des Virunga. Peine perdue, la RDC cherche d'abord un compromis avec l'Unesco, et rien indique qu'elle hésitera de passer à la vitesse supérieure le cas échéant.

Laurent Essolomwa

SANTÉ

Bientôt l'introduction d'un nouveau vaccin injectable contre la polio

Le calendrier vaccinal de l'enfant en RDC sera enrichi de ce vaccin contre la polio, en plus de celui déjà existant, à savoir le vaccin polio oral.

Le vaccin inactivé contre la polio est un nouveau vaccin contre cette maladie invalidante de l'enfant qui va très bientôt être introduit dans la vaccination de routine. Cette question a été débattue au cours de la première réunion de l'année du Comité de coordination de la lutte contre la maladie tenue dernièrement sous la présidence du ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi. À en croire le directeur du programme élargi de vaccination, le Dr Audry Mulumba, il s'agit d'un processus qui est en train d'être mis en œuvre pour renforcer la lutte contre la polio. Il faut, laisse-t-il entendre, préserver les acquis de la vaccination même s'il y a aujourd'hui près de trois ans que le pays n'a plus enregistré des cas de polio virus sauvage, il faut renforcer la lutte et mettre en place un système efficace de surveillance.

Avec le nouveau vaccin qui est une injection, a expliqué le Dr Audry Mulumba, nous pensons que nous mettons en place un processus d'accompagnement car on s'achemine vers l'éradication de la polio. Toujours dans le cadre d'atteindre l'objectif de l'élimination de la polio, le directeur du programme élargi de vaccination annonce l'organisation prochaine d'une campagne locale de vaccination contre la polio. Cette campagne va cibler six provinces de la RDC qui présentent des risques de développer des épidémies par

rapport à cette maladie.

Les enfants âgés de 0 à 5 ans sont donc attendus pour être vaccinés contre cette maladie due au polio virus sauvage, car il n'existe pas un traitement curatif contre la polio. Seul la vaccination prévient la maladie.

Organisation de la semaine africaine de vaccination

Au cours de la réunion du comité de coordination de lutte contre la maladie, les participants se sont aussi appesantis sur l'organisation de la Semaine africaine de vaccination (SAV). Elle est prévue du 22 au 29 avril prochain. La SAV offre à la fois une large sensibilisation et des interventions pertinentes phares en faveur



Un enfant recevant son vaccin

de la santé de la mère et de la survie de l'enfant. Ainsi, l'approche intégrée des campagnes de vaccination de masse inclut la nutrition, l'immunisation et l'enregistrement à l'état civil. L'objectif est d'accélérer la progression vers les OMD 4 et 5, respectivement liés à la réduction de la mortalité infantile-juvénile et maternelle. Cette stratégie permet aux enfants d'être protégés grâce aux vaccins, à la vitamine A et au déparasitage des vers intestinaux, tout en accédant à leurs droits à l'identité.

Aline Nzunzi

CONCERT

Semaine musicale au Centre Wallonie-Bruxelles

Le groupe Nsumuenu et le Ballet national vont tour à tour investir le podium du centre culturel belge les soirées du 18 et 20 mars à partir de 19 heures.

C'est toujours un délice d'assister à un concert de l'orchestre de Me Tshamala, vous diront à coup sûr les habitués du Centre Wallonie-Bruxelles (CWB). Tout particulièrement, les férus de jazz trouvent leur plaisir à écouter sa musique, le fameux mutuashi-jazz assaisonné des sons de flûte de son chef de file. Un style atypique qui, comme son nom le laisse deviner, repose sur un métissage musical appréciable. Il a fait ses preuves et a toujours agréablement surpris ceux qui ont le privilège d'en faire la découverte à l'occasion d'une prestation de Nsumuenu.

Les amateurs de jazz et tous les mélomanes qui s'imposeront un arrêt à Wallonie-Bruxelles ce mercredi ne le regretteront assurément pas. Ils ne manqueront pas d'y passer un moment unique avec Nsumuenu. Pour ceux qui ne connaissent pas cette formation musicale, sachez qu'elle a créé son univers musical des rythmiques du Kasai, le mutuashi auquel le flûtiste a su donner une autre dimension en association

avec d'autres cultures locales qu'il joue d'expérience se basant sur les techniques du Jazz.

Le second rendez-vous musical de la semaine vaudra lui aussi le déplacement. La Francophonie se fêtera de manière spéciale avec les femmes artistes du Ballet National au travers du spectacle En remontant le Fleuve Congo. En effet, le 20 mars elles présenteront une version féminine de la pièce au CWB. L'assistance parcourra les confins du pays portée par les rythmes, chants et danses traditionnelles de l'ensemble de la République démocratique du Congo. Cette odyssée culturelle aura pour point de départ l'embouchure du grand fleuve Congo située dans le sud-ouest et s'achèvera à sa source au sud-est. Il nous revient que ce prochain spectacle à l'affiche en début de week-end est une conception du directeur général du Ballet National, en l'occurrence Frédéric Ngandu Tshibutu. La musique arrangée par Eddy Mboyo sera dansée selon la chorégraphie proposée par le duo Gilembe Batumona et Fabrice Mukala.

Nioni Masela

MVOU-MVOU

Les femmes appelées à relever les défis en matière d'éducation

Moment de rencontre des femmes, la 2^e édition Journée porte ouverte de l'arrondissement 2 Mvou-Mvou de Pointe-Noire, organisée par sa secrétaire générale Lauréate Mbréri-Bigny s'est déroulée sur le thème : «Rôle de la femme dans l'éducation». L'occasion a permis de relever les manquements constatés dans l'éducation des enfants. Manquements que les participantes ont été appelées à corriger pour un Congo fort, uni et prospère.

Tout le mois de mars étant consacré à la femme, cette activité a été initiée en vue d'échanger avec les femmes de l'arrondissement 2, y compris celles des communautés étrangères, sur les questions d'actualité les concernant et sur leurs préoccupations. « Ces échanges nous permettent de prendre connaissance de vos problèmes et pouvoir dans la mesure du possible apporter des solutions car le rôle de la mairie n'est pas seulement de signer des documents, mais aussi de régler certaines situations auxquelles sont confrontées les populations », a signalé de prime abord Lauréate Mbréri-Bigny.

Outre le thème principal qu'elle a développé, des sous-thèmes ont été retenus à savoir : « La femme face aux problèmes scolaires » par Félicité Ngoma Batchesi, directrice de l'école primaire 31 juillet de Mvou-Mvou ; « La femme face à l'avenir » par Véronique Tchitoula Kokolo, femme chef de quartier (CQ 206) ; « La femme face à l'agriculture de proximité » Jacqueline Mounanga, membre du Renape (Réseau national agropastoral et environnement).

Les femmes pointées du doigt en matière d'éducation

« La jeunesse c'est l'avenir de demain », « Eduquer une femme c'est éduquer toute une nation » « La femme est la première éducatrice », tels sont, entre autres, les adages auxquels ont eu recours les intervenantes. Il ressort des exposés que la femme congolaise en général, n'accomplit pas effectivement son rôle d'éducatrice. Elle baigne de plus en plus dans les antivaleurs dans les quartiers, au service et ailleurs, ce qui n'était pas le cas hier, et les enfants emboîtent le pas. Dans les services de l'État surtout, les femmes brillent dans le manque de motivation, les retards, l'absentéisme, les permissions abusives, les causeries prolongées aux heures de travail, la transformation du milieu professionnel en lieu de commerce. Dans les écoles publiques les femmes enseignantes sont aussi impliquées dans le trafic des notes et la corruption. « La femme et l'enseignante ont le devoir et la mission d'éduquer, corriger, inculquer le savoir vivre », a insisté Félicité Goma Batchesi.

La femme congolaise se considère toujours inférieure à l'homme et continue de jouer les seconds rôles. Elle est peu présente dans la sphère politique et dans l'administration (7 femmes seulement chef de quartier et 7 femmes seulement sur les 85 conseillers de la ville par exemple). Contrairement à celle d'hier qui était analphabète mais battante et a su éduquer, soutenir et accompagner leur enfants dans leur évolution et leur scolarité grâce à l'agriculture, la femme congolaise actuelle est instruite mais ne joue pas son rôle d'éducatrice comme il



Lauréate Mbréri-Bigny lors de la rencontre

se doit. Elle ne s'intéresse pas aux petits métiers, et pratique de moins en moins l'agriculture de proximité qui pourtant est d'une grande importance pour la famille et la société.

«Là où les hommes échouent les femmes réussissent»

Par ailleurs, Véronique Tchitoula Kokolo a reconnu que la génération des femmes âgées entre 20 et 40 ans qui a compris aujourd'hui que la fonction publique n'est pas le seul pourvoyeur d'emploi est beaucoup plus entreprenante. Pour les encourager l'État ainsi que le secteur privé devraient créer des écoles managériales, l'État doit créer des services d'orientations dans les écoles, alléger la lourdeur administrative et les taxes. Les femmes doivent transformer leurs mutuelles, associations et fraternités en coopératives, orienter les enfants vers les petits métiers quand leur scolarité ne tient pas. Les différents exposés ont donné lieu à un débat, la majorité voulant dénoncer un fait, en savoir plus ou faire une suggestion. Intervenant pendant les échanges, Madame Cissé Diaye de la communauté sénégalaise de Mvou-Mvou a invité les femmes à relever les défis en matière d'éducation des enfants qui sont l'avenir de demain, pour espérer avoir un Congo fort, uni et développé, pour lutter contre les anti-valeurs et contribuer à l'émergence du pays. « Là où les hommes échouent les femmes réussissent » a-t-elle dit.

Pour relever ce défi, les femmes devront, a estimé Lauréate Mbréri-Bigny, commencer par corriger les faits qui leur ont été reprochés pendant la rencontre. Appelant la congolaise à un changement positif, elle l'a invitée à prendre conscience de son rôle et de sa mission dans la société et chercher son autonomie. La congolaise doit contribuer à l'épanouissement de l'enfant en lui inculquant les valeurs morales, être une véritable partenaire pour l'homme, œuvrer pour l'édification de la conscience nationale et le développement du pays. La rencontre s'est déroulée en présence de Madeleine Paka Zoulouka et Marie-Jeanne Steimbault, respectivement directrices départementales de l'intégration de la femme au développement de Pointe-Noire et du Kouilou. Une exposition des produits issus de l'agriculture de proximité a eu lieu pendant l'activité. Des diplômes de participation ont été remis aux femmes.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

8 MARS 2015

L'association IISPV sensibilise les femmes handicapées sur leur autonomie

Dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la femme, l'ONG Initiative pour l'insertion sociale des personnes vulnérables (IISPV) que dirige Cherubin Miemo, en partenariat avec le Mouvement national pour la nouvelle République (M2NR), a organisé une conférence de sensibilisation des femmes handicapées sur leur prise en charge individuelle. La cérémonie a été patronnée par la directrice départementale des Affaires sociales, Marie Thérèse Loemba.

L'activité organisée à l'institut des déficients auditifs de Pointe-Noire a regroupé près de cent femmes et hommes handicapés ainsi que les déficients auditifs de la ville océane sur le thème « L'Autonomie de la femme, l'autonomie de l'humanité ». « Nous avons organisé ce séminaire pour amener la femme en générale et la femme handicapée en particulier à comprendre qu'elle ne doit pas seulement compter sur son mari ou aux personnes qui l'entourent mais elle doit aussi travailler parce qu'elle compte dans la société. Au sein de la femme, il y a un potentiel que Dieu a mis, il suffit qu'elle mette cela en exergue et tout ira en mieux. Pendant cette sensibilisation, nous avons insisté sur la formation pour une autonomie durable », a souligné Cherubin Miemo avant de souligner que cette formation va se poursuivre pour permettre à l'IISPV d'atteindre son objectif. L'organisateur a, en effet, remercié tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette activité. « Nous sommes une association de la société civile, mais nous avons besoin des hommes politiques pour accomplir nos activités parce que nous ne pouvons pas travailler en autarcie. Nous avons forcément besoin de bienfaiteurs, c'est le cas de la plateforme des M2NR, AGKD et d'autres associations soeurs pour réaliser nos activités », a martelé Cherubin Miemo. Les intervenants à cette conférence ont expliqué comment la femme handicapée peut contribuer au développement de la Nation malgré son handicap. c'est ainsi que Marie Thérèse Loemba, après avoir fait le bilan sur l'autonomisation, a appelé les participants à

se prendre en valeur. « Dieu a créé chaque homme avec des qualités personnelles. Handicapés ou valides, nous avons tous des potentialités de contribuer au développement parce que parmi vous, il y a des couturières, des coiffeuses et des femmes commerçantes donc nous pouvons tous exercer un métier pour se mettre en valeur », a-t-elle dit.

De son côté, l'animateur du Centre de développement personnel, Jean Paul Ossambo a à travers des projections montré aux femmes



Les participants à la conférence / Photo adiac

et hommes handicapés comment devenir autonome et que le handicap n'est pas une maladie. C'est, en effet, par la projection des films que les participants ont été convaincus qu'ils peuvent travailler seuls et contribuer véritablement dans la société.

À l'issue de la conférence, les participants ont remercié les organisateurs pour cette formation. « On nous a sensibilisés sur notre prise en charge, car, bien que nous soyons des handicapés, nous ne sommes pas malades, et nous devrions travailler pour ne pas dépendre toujours des autres. Exercer de petits métiers ou le commerce même devons nos parcelles. Nous sommes très contents et à partir de ce jour personnellement je m'engage à exercer quelque chose parce que les projections qui ont été faites nous ont éduqués. Nous avons vu quelqu'un qui n'a pas de membres inférieurs ni supérieurs prêcher et se relever tout seul et un homme qui jouait la guitare avec ces pieds parce qu'il n'a pas des membres supérieurs, c'est très éduquant alors que nous avons pour la majorité nos deux mains valides », a indiqué Suzane Moussitou, une femme handicapée

Charlem Léa Legnoki

Le VIP « UNE POUR LA ROUTE » nominé meilleur VIP pour l'année 2014 à Pointe-Noire.



« Être à Pointe-Noire sans y être allé, c'est n'avoir pas été dans la ville océane »

UNE POUR LA ROUTE, on y revient toujours.

FÉCONZA

Les membres des ligues de la zone B valident des règles techniques et des compétitions de nzango

La Fédération congolaise de nzango a organisé les 14 et 15 mars à Pointe-Noire le séminaire de validation des règles techniques et des compétitions de leur discipline. La cérémonie a été patronnée par la représentante du ministre des Sports et de l'Éducation physique, Solange Koulinka Ipolo, en présence de la présidente de la Féconza, Blanche Akouala et son premier vice président, Guy Noël Titov Mpassi.



Solange Ipolo Koulinka, au milieu, présidant les travaux «photo adiac»

Le séminaire, qui a regroupé, durant deux jours, tous les membres du bureau exécutif de la Féconza, des représentants des ligues, directeurs et officiels techniques et arbitres de la zone B, Pointe-Noire, Kouilou, Niari, Bouenza, est la première partie du travail qui sera poursuivi à Brazzaville entre la fédération et les ligues de la zone A, notamment Brazzaville, le Pool, les Plateaux, les deux Cuvette, la Sangha et la Likouala, le week-end prochain afin d'aboutir à un document fiable.

Ce document des règles techniques et des compétitions en cours de validation devrait être soigneusement examiné. Car le sport nzango étant une créativité congolaise, ledit document sera appliqué dans tous les pays du monde où le nzango sera pratiqué. « Après 14 ans de dur labeur, de recherche et d'innovation et de créativité jusqu'à la mise en place de la Féconza, nous avons atteint notre objectif spécifique qui n'est autre que la validation de ce règlement technique et des compétitions », s'est rejoui Guy Noël Titov qui a rappelé que le nzango débute en 2000 à Pointe-Noire.

Face à cet exploit, le premier vice-président de la Féconza a remercié la femme congolaise qui est à l'origine de cette créativité qui devient déjà continentale avec la naissance du nzango, en RDC, au Togo, au Bénin... « Je suis fier de la femme congolaise dans le cadre de la politique du genre car le Congo est le seul pays de l'Afrique centrale qui va produire et élucider la sortie du règlement technique des compétitions d'une discipline sportive. C'est une force montante », a-t-il dit et a demandé au ministère des Sports de compter sur les hommes et les femmes qui s'engagent dans la modernisation du Congo par le nzango. C'est d'ailleurs à cet effet que le ministre des Sports et de l'Éducation physique, Léon Alfred Opimbat, a délégué Solange Koulinka Ipolo, secrétaire nationale des Jeux de l'Onssu pour attirer l'attention des participants de réaliser ce travail avec beaucoup de concentration. À la fin des travaux, elle a félicité les participants, notamment le bureau exécutif de la Féconza, du climat qui a prévalu durant les travaux de ce séminaire. « Vous vous êtes battus pour que le nzango soit reconnu comme une discipline sportive. Vous devrez vous entraider, être unis dans le travail pour la promotion véritable de votre discipline. Au ministère des Sports, nous comptons sur le nzango pour le vulgariser à travers l'Afrique et dans tout le monde afin de marquer l'histoire du Congo dans les annales du sport dans le monde entier », a martelé Solange Koulinka Ipolo.

Elle a, par ailleurs, appelé les arbitres au respect des règles de jeux afin de ne pas créer des frustrations pendant les compétitions. « Le nzango est né au Congo, vous devrez être exemplaires, surtout pendant les Jeux africains où nous allons montrer aux autres pays cette innovation et notre savoir-faire », a-t-elle ajouté.

En effet, la tenue de ce séminaire en mois de mars, mois de la femme, alors qu'initialement prévu en janvier, est selon la présidente de la Féconza une victoire pour cette discipline pratiquée pour l'heure par les femmes. « Nous nous retrouvons en ce jour du mois de mars pour la vulgarisation des règles techniques de nzango. L'élaboration de ce document technique nous a conduits à élargir son examen jusqu'aux officiels techniques, les arbitres et les acteurs techniques des bureaux d'équipes et ligues pour leur apport dans la validation du document », a conclu Blanche Akouala.

C'est ainsi qu'elle a félicité tous les acteurs pour leur attention qui permet ainsi au nzango de rayonner sur le plan national et international avec une documentation soignée, propre et appréciée par tout le monde en attendant la deuxième partie qui aura lieu à Brazzaville.

Charlem Léa Legnoki

CONCERT

Fanny J attendue à Pointe-Noire pour un show

La star du zouk, Fanny J sera très bientôt dans la ville de Pointe-Noire où elle va donner un concert inédit, le 27 mars, à la Cave des Rois située en plein centre ville, dans le premier arrondissement.

De son vrai nom, Fanny Jacques-André-Coquin, Fanny J de son nom d'artiste, est une chanteuse de zouk originaire de la Guyane française. L'artiste est née en 1987 à Cayenne et issue d'une fratrie de six enfants, elle est l'avant dernière de sa famille. Aujourd'hui, à travers ses morceaux musicaux, bien repris dans les boîtes de nuit et soirées dansantes, Fanny J est devenue l'une des voix rares et voire la meilleure de sa génération.

Il faut dire que Fanny J a un répertoire bien mûr et une magnifique voix, ce qui constitue ses armes de conquête. Sa chanson « Je l'aime », qui raconte l'histoire d'une femme délaissée et qui retrouve l'amour dans les bras d'un autre homme fera sans nul doute le bonheur des femmes ponténégrine dans cette situation.

Pour la petite histoire, Fanny J se passionne pour la musique dès son plus jeune âge. Dans les années 2000, sans l'accord de ses parents, Fanny J participe au concours « Révélation Podium » et le remporte avec le titre « My all » de Mariah Carey. Très vite la jeune Fanny se démarque des



Fanny J crédits photos «DR»

autres chanteuses du Zouk par son timbre de voix particulière. C'est le début d'une carrière musicale très prometteuse.

En 2006, Fanny J est contactée par l'auteur-compositeur et producteur Warren d'origine guyanaise. L'artiste lui écrit une première chanson « Ancrée à ton port ». Grâce à ce titre, Fanny J est propulsée sur le devant de la scène. Le titre se place très rapidement en tête de classement des hits Zouk 2007 et le refrain simple de la chanson, composé entre autre des mots comme « dis moi qu'entre toi et moi un jour ça va coller... chéri tu sais de toi je ne peux plus me décoller, je me suis

ancrée à ton port je ne peux plus me décoller » va s'exporter au-delà des frontières et faire d'elle, une chanteuse de renommée internationale. Cette même année, elle quitte la Guyane pour s'installer à Limoges afin de poursuivre ses études. Parallèlement à ses études, Fanny J fait des allers-retours entre Limoges et Paris pour préparer la sortie de son premier album qui sera intitulé « Vous les Hommes ». Et une année après, la jeune chanteuse décroche un contrat chez Warner Music qui réédite son album.

En 2009, Fanny J donne son premier concert en Guyane. Pour cet album la star reçoit trois prix

dont le Prix SACEM de la meilleure interprète féminine. En 2010, la jeune star continue sur sa lancée et sort son deuxième album, « Secrets de Femme », un album bien accueilli par le public. Enfin, en 2013, Fanny J rejoint les chanteuses Lynnsha et Louisy Joseph pour chanter une reprise du célèbre tube « Maldon » des Zouk Machine. Rappelons que Fanny J est une habituée des grands spectacles, pour preuve, le 26 décembre 2010, elle a remporté le pari audacieux de remplir le Zénith de Paris et le 7 avril 2012, la salle mythique de l'Olympia.

Hugues Prosper Mabonzo

CONCERT DE REGGAE

Le groupe Conquering Lions confirme son notoriété

Ces artistes ont frappé fort, le samedi 14 mars, lors du concert au continental bar de Mpaka, dans le sixième arrondissement de Pointe-Noire. Pendant cette folle nuit de reggae, ce groupe a tenu le public en haleine pendant près de 8 heures.

À 21 heures, une heure à peine

après que le concert eut démarré, l'effervescence commençait à gagner les spectateurs qui rentraient à la queue leu-leu dans ce magnifique bijou du continental bar. Et de mémoire de Ponténégrin, le public a avoué ne jamais avoir vu autant de monde

et surtout un tel enthousiasme lors d'un concert de reggae.

Le groupe Conquering Lions est composé de Congolais, tous passionnés du reggae. Avec des allures dignes des grands rastas de la Jamaïque, ces musiciens ont pris du plaisir lors de ce rendez-vous musical de présenter devant le public ponténégrin, un spectacle jamais vu. Aujourd'hui, ce groupe n'est plus à présenter car il est devenu une référence dans ce genre musical. Preuve, ce concert ne fait que confirmer son statut de meilleur groupe de reggae dans le département.

Intitulé « renaissance du Lion Ya Bosh », ce concert était une opportunité pour ce groupe de relancer non seulement sa vibration reggae avec la Communauté des rastas du Congo (CRC) mais aussi de rendre un vibrant hommage à Bob Marley. « Le plaisir a été partagé et le rendez-vous est pris pour l'année prochaine », ont promis les organisateurs.

H.P.M.



Les musiciens du groupe Conquering Lions crédits photos «adiac»

CAN U-20 SÉNÉGAL 2015

Le trophée restera en Afrique de l'Ouest

Le fait que le Sénégal, le Ghana, le Mali et le Nigéria vont en découdre en demi-finale, dès ce mercredi 18 mars, le prouve à suffisance. Projection.



Le logo de la CAF organisatrice de la compétition / crédit photo Adiac

La première demi-finale, qui se disputera le 18 mars, mettra à couteaux tirés les Super Eagles du Nigéria et les Black Stars du Ghana. Deux grands géants et rivaux du football africain. Nigériens et Ghanéens ne se sont jamais rencontrés à cette étape de la compétition, dans la catégorie des juniors bien sûr. Sauf en finale de 1999, lorsque les Black Stars remportaient leur deuxième titre des U-20 face au Nigéria. La demi-finale de ce mercredi sera donc une revanche pour celui-ci. Ce qui est sûr, c'est que des deux pays, un ne verra pas la finale. Difficile à déterminer lequel d'autant plus que de part en part, le talent et l'expérience du haut niveau, du football des jeunes, sont au rendez-vous. Laissons à la victoire le temps de prendre position.

Le jeudi 19 mars, par ailleurs, le tour reviendra aux Sénégalais et Maliens d'en découdre. Première affiche entre ces deux formations, tel que le retrace l'historique de la compétition, de la 1ère édition en 1979 à nos jours. Encore que c'est pour la première fois que le Sénégal atteint les demi-finales d'une CAN junior. Le Mali, quant à lui, a été finaliste en 1989. Un titre perdu devant le Nigéria. Depuis, plus rien. L'occasion est donc donnée aux deux équipes de négocier leur ticket pour la finale. Pour le Sénégal, ce sera un exploit qui s'ajoutera à celui de la première qualification à une phase finale de la Coupe du monde des U-20.

Pour rappel, le Nigéria a déjà remporté la CAN junior à six reprises dont quatre fois consécutives : 1983, 1985, 1987, 1989. Puis en 2005 et en 2011. Les Supers Eagles n'ont perdu qu'une seule finale, celle de 1999. Ce qui fait du Nigéria le plus pays africain le plus titré en la matière. Le Ghana, lui, a trois trophées : 1993, 1999 et 2009. Le Sénégal et le Mali n'ont pas un titre à leur palmarès. Malheureusement, là encore, l'un des deux sera forcément éliminé le 19 mars et donc manquera d'inscrire la 19^e édition de la CAN junior à son palmarès. Le football est ainsi fait, les meilleurs gagneront.

Rominique Nerplat Makaya

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Belgique, 30^e et dernière journée de la phase régulière, 1^{re} division

Les Carolos de Francis N'Ganga, remplaçant et entré en jeu à la 88^e, ont battu Mouscron et arrachent leur billet pour les play-offs qualificatifs pour la Ligue des champions. Les Zèbres de Charleroi peuvent remercier leur grand rival du Standard de Liège, vainqueur de Genk.

Espagne, 27^e journée, 1^{re} division

De retour de suspension, Thievy Bifouma était titulaire lors du match nul d'Almeria face à Villarreal (0-0). Remplacé à la 46^e par précaution, il s'est entraîné à part ce lundi. Mais devrait être apte à jouer le week-end prochain. Avec ce point, Almeria sort de la zone de relégation, mais reste concerné par la lutte pour le maintien.

Espagne, 29^e journée, 3^e division

Phitzérald Mbaka, titulaire et remplacé à la 80^e, et la réserve de Getafe battent Guadalajara (1-0). De retour de blessure, John-Christopher Ayina était remplaçant. Huitième avec 44 points, Getafe compte 4 longueurs de retard sur le quatrième.

Grèce, 28^e journée, 1^{re} division

Delvin Ninga était remplaçant lors de la victoire de l'Olympiakos sur Xanthi (2-0). Entré à la 83^e.

Bernard Itoua était sur le banc lors du match nul de Plataniás sur le terrain du Panionios (0-0).

L'Olympiakos conserve sa place de leader, à égalité de points avec le Panathinaïkos, tandis que Plataniás est 15^e et premier reléguable.

Israël, 28^e journée, 2^e division

Romarc Etou, titulaire, et le Beitar Tel Aviv partagent les points avec le Maccabi Herzliya (0-0). Treizième, le Beitar est le premier non reléguable.

Italie, 31^e journée, 2^e division

Ravy Tsouka Dozi n'était pas dans le groupe de Crotona, auteur du nul 0-0 à Cittadella. L'ancien Nantais devrait reprendre l'entraînement dans la semaine, après avoir soigné une entorse à la cheville droite.

Camille Delourme

Ghana, Nigéria, Mali, Sénégal représenteront l'Afrique à la Coupe du monde

Les quatre demi-finalistes de la 19^e édition la Coupe d'Afrique U-20 défendront les couleurs du continent à la Coupe du monde qui va se jouer du 30 mai au 10 juin en Nouvelle Zélande.

Les Black stars, les Super Eagles et les Aigles du Mali ont décroché leur qualification à la Coupe du monde junior à l'issue de la 2^e journée de la phase de poule de la CAN U-20 qui se dispute au Sénégal. À cette étape de la compétition, chacun d'eux avait déjà deux victoires, six points, donc qualifiés. Les Ghanéens l'ont emporté sur les Sud-Africains 2-0 avant de vaincre la Zambie 2-1 ; les Nigériens sont venus à bout du Sénégal 3-1 et ont infligé par la suite une lourde défaite aux Diables rouges du Congo 4-1 ; le Mali avait pris le dessus sur la Zambie 1-0 puis sur l'Afrique du Sud 2-1. Les rencontres de la 3^e journée n'ont finalement servi que de bonus pour ces équipes.

C'est le Sénégal, au coude-à-coude avec le Congo, qui attend la dernière journée de la phase de poule pour valider son ticket,

dans un match à rebondissements face aux Diables rouges. Il a fallu aux sénégalais attendre le temps additionnel de cette rencontre pour arracher cette qualification historique.

Ils connaissent le mondial

Le Ghana ne sera pas à sa première expérience en Coupe du monde junior. L'historique de la compétition souligne à grands traits que les Black Stars sont les seuls en Afrique à avoir remporté la Coupe du monde des U-20. C'était en 2009 face au Brésil. Face aux Brésiliens, les Ghanéens n'avaient pas pu prendre revanche puisqu'en 1993 les Black Stars ont été privés de ce trophée après leur défaite en finale face à la même équipe.

Le Nigéria est le plus habitué des pays africains au mondial même s'il n'aligne aucun titre dans son palmarès. Finaliste en 2005 face

à l'Argentine, finaliste en 1989 devant le Portugal. Le Mali, quant à lui, a occupé la 3^e place en 1999. Seydou Keita était d'ailleurs sacré meilleur joueur de ce mondial-là.

Le Sénégal découvre le mondial Les juniors sénégalais n'ont jamais participé à une phase finale de la Coupe du monde de leur catégorie. Ils seront donc à leur première expérience cette année en Nouvelle Zélande. Ces équipes gardent leur mal en patience en attendant le hasard du tirage au sort pour découvrir leurs adversaires pour ce mondial tant attendu. Pour le moment, ces quatre se concentrent sur les demi-finales de la CAN qui débutent le 18 mars. La première demi-finale va opposer le Nigéria au Ghana tandis que l'autre demi-finale qui se jouera le lendemain mettra aux prises le Sénégal et le Mali.

De notre envoyé spécial à Dakar Rominique Nerplat Makaya

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

Des fortunes diverses pour les favoris

Les seizièmes de finales aller de la Ligue africaine des champions se sont disputées le week-end dans les différents stades du continent. Des fortunes diverses pour les favoris. Certains clubs comme le National Al Ahly d'Égypte, le Club sportif Sfaxien, Espérance de Tunis, le Raja de Casablanca, le Stade malien et l'AC Léopards de Dolisie se sont imposés à l'extérieur. Al Hilal du Soudan a augmenté ses chances de qualification à domicile pendant que l'Entente sportive de Sétif le tenant du titre concédait le nul d'un but partout en Gambie et le Tout Puisant Mazembé s'inclinait en Afrique du sud.

Tous les résultats

Samedi 14 mars 2015

Zesco Utd (Zambie) – AS Kaloum (Guinée) 1-1
Al Merreikh (Soudan) – Kabuscorp (Angola) 2-0
El Eulma (Algérie) – Asante Kotoko (Ghana) 0-0
APR (Rwanda) – Al Ahly (Égypte) 0-2
Real Banjul (Gambie) – Entente Sétif (Algérie) 1-1
Kaizer Chiefs (Afrique du Sud) – Raja Casablanca (Maroc) 0-1

Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud) – TP Mazembe (RD Congo) 1-0
Mangasport (Gabon) – Stade Malien (Mali) 1-3
Coton Sport Garoua (Cameroun) – Sanga Balende (RD Congo) 0-0
Dimanche 15 mars 2015
USM Alger (Algérie) – AS Pikine (Sénégal) 5-1
Cosmos Bafia (Cameroun) – Espérance Tunis (Tunisie) 0-1
Semassi Sokode (Togo) – CS Sfaxien (Tunisie) 0-5
Enyimba (Nigeria) – Smouha (Égypte) 1-0
Gor Mahia (Kenya) – AC Léopards de Dolisie (Congo) 0-1
Al Hilal (Soudan) – Big Bullets (Malawi) 4-0
Les matchs retour se disputeront le week-end du 3 et 4 avril.

Notons que le match aller opposant Moghreb Tetouan du Maroc- Kano Pillars du Nigeria se disputera ce week-end à cause de l'agression des joueurs de Kano Pillars au Nigeria.

James Golden Eloué

COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

Young africains de Tanzanie et le FC Mounana du Gabon réalisent la bonne opération

En Coupe africaine de la Confédération, aucune équipe n'a gagné à l'extérieur. Par contre, Young africains de Tanzanie, le FC Mounana du Gabon, l'AS Vita club de Kinshasa et le Club africain de Tunis ont fait le plein à domicile. Aucun club congolais n'était en lice. Cara et Etoile du Congo étant éliminés à l'étape des préliminaires.

Tous les résultats des seizièmes de finales aller de la C2

Vendredi 13 mars 2015

Horoya (Guinée) – ASO Chlef (Algérie) 1-0
Al Ahly Shendy (Soudan) – MK Etancheite (RD Congo) 2-1
FUS Rabat (Maroc) – Port (Togo) 3-0
Samedi 14 mars 2015
Club Africain (Tunisie) – Dolphin (Nigeria) 3-0
Warri Wolves (Nigeria) – Dedebebit (Ethiopie) 2-0
Orlando Pirates (Afrique du Sud) – Revenue Authority (Ouganda) 2-1
Etoile du Sahel (Tunisie) – Benfica Luanda

(Angola) 1-0
Royal Leopard (Swaziland) – Petro Atletico (Angola) 2-2
Onze Créateurs (Mali) – Sahel (Niger) 2-1
Dimanche 15 mars 2015
ASEC Mimosas (Côte d'Ivoire) – Al Ittihad (Libye) 1-1
Hearts of Oak (Ghana) – Olympique Ngor (Sénégal) 2-1
Zamalek (Égypte) – Rayon Sports (Rwanda) 3-1
Mounana (Gabon) – Power Dynamos (Zambie) 4-0
Young Africans (Tanzanie) – Platinum (Zimbabwe) 5-1
AS Vita-Club (RD Congo) – Ferroviario Beira (Mozambique) 3-0
Djoliba (Mali) – Petrojet (Égypte) 2-1
Les matchs retour se disputeront le week-end du 3 et 4 avril prochain.

J.G.E.